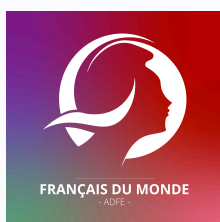




BAROMÈTRE FRANÇAIS DU MONDE Rapport 2026



FRANÇAIS DU MONDE – ADFE

Association Démocratique des Français à l'Étranger
Reconnue d'utilité publique

6 rue Lhomond, 75005 Paris

contact@francais-du-monde.org | francais-du-monde.org



FRANÇAIS DU MONDE - ADFE

Association Démocratique des Français à l'Étranger - Reconnue d'utilité publique

BAROMÈTRE 2026

*Analyse des besoins et préoccupations des
Français établis hors de France*

Rapport final

Juin 2026

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
1. PRÉAMBULE.....	4
1.1 Méthodologie.....	5
1.2 Rappel du contexte de l'étude.....	7
2. RÉSULTATS 2026 - ANALYSE QUESTION PAR QUESTION.....	9
2.1 Profil des répondants.....	10
2.2 Préoccupations.....	17
2.3 Perception de la France.....	19
2.4 Éducation.....	24
2.5 Accès aux services.....	29
2.6 Engagement et appartenance.....	35
2.7 Environnement international.....	39
2.8 Synthèse.....	43
3. TRIS CROISÉS - SEGMENTATIONS ANALYTIQUES.....	44
3.1 Perception de la France selon l'âge.....	45
3.2 Perception selon la durée d'expatriation.....	46
3.3 Perception selon la situation professionnelle.....	47
3.4 Perception selon le niveau de revenus.....	48
3.5 Intention de retour selon la perception.....	49
3.6 Préoccupation selon la tranche d'âge.....	50
3.7 Impact géopolitique selon la durée d'expatriation.....	51
3.8 Synthèse.....	52
4. ANALYSE PAR CIRCONSCRIPTIONS LÉGISLATIVES.....	53
4.1 1ère Circonscription (États-Unis & Canada)	54
4.2 2ème Circonscription (Amériques du Sud).....;	55
4.3 3ème Circonscription (Europe du Nord & UK).....	56
4.4 4ème Circonscription (Benelux).....	57
4.5 5ème Circonscription (Péninsule ibérique).....	58
4.6 6ème Circonscription (Suisse & Liechtenstein).....	59
4.7 7ème Circonscription (Europe Centrale & Balkans).....	60
4.8 8ème Circonscription (Méditerranée).....	61
4.9 9ème Circonscription (Maghreb & Afrique de l'Ouest).....	62
4.10 10ème Circonscription (Proche-Orient & Afrique de l'Est).....	63
4.11 11ème Circonscription (Asie & Océanie).....	64
4.12 Synthèse.....	65

5. TENDANCES - ANALYSE LONGITUDINALE 2019-2026.....	66
5.1 Vue d'ensemble : 4 vagues, 4 contextes.....	67
5.2 Préoccupations : un classement qui se recompose.....	68
5.3 Perception de la France : une dégradation progressive.....	70
5.4 Retour en France : un projet stable mais ambivalent.....	71
5.5 Engagement civique et représentation.....	72
5.6 Éducation : focus 2024-2026.....	73
5.7 Synthèse.....	74
6. ANALYSES THÉMATIQUES APPROFONDIES.....	75
6.1 Retraite et droits sociaux : l'enjeu n°1.....	76
6.2 Géopolitique et défense des valeurs.....	77
6.3 Coût de la vie, fiscalité, banque : les irritants opérationnels.....	78
6.4 Vie associative et représentation politique.....	79
6.5 Éducation française à l'étranger.....	80
6.6 Services consulaires.....	81
6.7 Synthèse.....	82
7. SYNTHÈSE GÉNÉRALE ET RECOMMANDATIONS.....	83
ANNEXE - BAROMÈTRE 2026.....	86

1.

PRÉAMBULE

Échantillon : 25 688 répondants - 11 circonscriptions législatives des Français établis hors de France - 4^e vague (2019-2026)

Le Baromètre des Français de l'étranger est l'outil de référence de l'Association Démocratique des Français à l'Étranger (ADFE - Français du Monde) pour comprendre, mesurer et documenter les besoins, les préoccupations et les attentes des Français établis hors de France.

Désormais dans sa 4^e édition, le Baromètre 2026 représente la série longitudinale la plus complète jamais réalisée sur la diaspora française mondiale. Sa vocation est double : alimenter le plaidoyer politique de l'ADFE auprès des pouvoirs publics, et offrir aux élus, aux décideurs et aux chercheurs une base de données robuste sur une communauté de près de 3,5 millions de personnes inscrites dans les circonscriptions législatives des Français établis hors de France.

Quatre éditions, quatre contextes radicalement différents : 2019 marque la fin de la crise des Gilets Jaunes et le Grand Débat National ; 2022 s'ouvre sur l'invasion russe de l'Ukraine et la sortie du Covid-19 ; 2024 est dominée par l'instabilité politique française et la montée des tensions au Proche-Orient ; 2026, enfin, confirme des tendances de fond tout en révélant plusieurs ruptures : la géopolitisation durable des préoccupations, la crise d'accessibilité du réseau éducatif français et une perception de la France qui s'érode lentement mais régulièrement (-15,3 points d'indice net en 2026).

Ce rapport est structuré en six grandes parties. La première (§2) présente les résultats 2026 question par question, avec pour chaque indicateur un insight synthétique, les données brutes, et une lecture analytique enrichie de tris croisés. La deuxième (§3) propose des segmentations analytiques approfondies par profil (âge, durée d'expatriation, situation professionnelle, revenus). La troisième (§4) présente les résultats détaillés pour chacune des 11 circonscriptions législatives des Français établis hors de France. La quatrième (§5) offre une lecture longitudinale comparant les quatre vagues 2019-2022-2024-2026. La cinquième (§6) approfondit six thématiques structurantes (retraite, géopolitique, économie, vie associative, éducation, services consulaires) avec des recommandations opérationnelles. La sixième (§7) synthétise les enseignements principaux et formule des recommandations générales pour l'action de Français du Monde - ADFE. Le questionnaire complet figure en annexe.

Ce rapport a été rédigé par Alice Tensaout en mai et juin 2026, à partir des données collectées et traitées sur la plateforme Qualtrics, avec l'appui méthodologique de l'équipe de Français du Monde - ADFE.

1.1 MÉTHODOLOGIE

1. Présentation du Baromètre

Le Baromètre des Français de l'étranger est mené depuis 2019 par Français du Monde - ADFE. Il constitue à ce jour la seule série d'enquêtes longitudinales dédiées aux besoins et perceptions des Françaises et Français établis hors de France. Sa quatrième édition (2026) porte sur 25 688 répondants répartis dans les 11 circonscriptions législatives des Français établis hors de France couvrant l'ensemble du monde.

2. Dispositif d'enquête

L'enquête a été conduite en ligne via la plateforme Qualtrics, en avril 2026. Le questionnaire, composé de 46 questions fermées et d'items d'évaluation sur échelle de Likert (1 à 5), a été diffusé par Français du Monde - ADFE. La durée médiane de complétion est estimée à 12 minutes.

3. Échantillon

L'enquête a recueilli 27 475 réponses brutes. Après nettoyage (exclusion des questionnaires incomplets à plus de 50 % et des doublons identifiés), l'échantillon analytique retenu est de 25 688 répondants répartis sur les 11 circonscriptions législatives des Français établis hors de France et la France. Le n effectif varie par question (entre 21 300 et 25 688 répondants selon le taux de complétion de chaque item) ; chaque tableau précise le n concerné. Les répondants résidant en France (n = 279) ont été isolés et exclus des analyses principales portant sur les Français établis à l'étranger.

4. Répartition par circonscription

Circonscription	Pays couverts (exemples)	n	%
C1 - États-Unis & Canada	États-Unis, Canada	4 649	18,3 %
C2 - Amériques du Sud	Brésil, Argentine, Mexique...	1 367	5,4 %
C3 - Europe du Nord & UK	Royaume-Uni, Irlande, Pays nordiques	2 840	11,2 %
C4 - Benelux	Belgique, Pays-Bas, Luxembourg	2 409	9,5 %
C5 - Péninsule ibérique	Espagne, Portugal, Andorre	2 178	8,6 %
C6 - Suisse & Liechtenstein	Suisse, Liechtenstein	1 470	5,8 %

C7 - Europe Centrale & Balkans	Allemagne, Pologne, Autriche...	2 819	11,1 %
C8 - Méditerranée	Italie, Grèce, Israël, Turquie...	2 126	8,4 %
C9 - Maghreb & Afrique de l'Ouest	Maroc, Algérie, Tunisie, Sénégal...	1 680	6,6 %
C10 - Proche-Orient & Afrique de l'Est	Liban, EAU, Kenya, Afrique du Sud...	1 518	6,0 %
C11 - Asie & Océanie	Chine, Japon, Inde, Australie, Ukraine...	2 348	9,2 %
TOTAL		25 404	100 %

5. Représentativité et limites

L'enquête est auto-administrée et repose sur un échantillon de convenance : les répondants sont des personnes inscrites au registre consulaire ou en contact avec les réseaux de Français du Monde - ADFE.

Trois biais structurels méritent d'être signalés :

- (1) Biais de recrutement : les jeunes expatriés non-inscrits au registre consulaire et les expatriés de très courte durée sont sous-représentés.
- (2) Biais de sélection : les répondants expriment une opinion - ils sont donc plus enclins à avoir des préoccupations marquées.
- (3) Biais géographique : les pays à forte communauté française organisée (Amérique du Nord, Europe de l'Ouest) pèsent davantage dans l'échantillon.

Ces réserves n'invalident pas les tendances observées mais invitent à interpréter les niveaux absolus avec prudence, en privilégiant les analyses comparatives (tris croisés, évolutions longitudinales) aux seuls pourcentages bruts.

6. Traitements statistiques

Les données brutes ont été exportées depuis Qualtrics en format tabulaire, puis traitées sous Python (pandas, scipy). Les indicateurs clés sont : fréquences simples (tris à plat), tris croisés bivariés, scores moyens sur échelle de Likert, et indices nets (% positif - % négatif). Les comparaisons longitudinales (2019-2026) portent sur le sous-ensemble de questions stables d'une vague à l'autre.

1.2 RAPPEL DU CONTEXTE DE L'ÉTUDE

1. Un contexte de recomposition politique profonde

Le Baromètre 2026 s'inscrit dans l'héritage d'une séquence politique dense : depuis 2024 la France a vu se succéder les élections européennes (juin), la dissolution de l'Assemblée nationale et les législatives anticipées (juillet), puis la formation de gouvernements successifs dans un contexte de fragmentation parlementaire inédit sous la Ve République. Pour les Français de l'étranger, qui représentent 11 circonscriptions législatives et disposent de sièges au Sénat, cette instabilité a renforcé l'incertitude sur la continuité des politiques qui les concernent directement : fiscalité internationale, services consulaires, réseau AEFÉ.

2. Un environnement géopolitique durablement dégradé

La guerre en Ukraine, engagée depuis février 2022, se poursuit et affecte directement une fraction significative de la diaspora française (C11 intègre l'Ukraine, la Russie, la Biélorussie et le Caucase). Le conflit israélo-palestinien, intensifié depuis octobre 2023, pèse lourdement sur les répondants de la C8 (Méditerranée, Israël) et de la C10 (Proche-Orient). La polarisation politique américaine et l'élection présidentielle de novembre 2024 ont par ailleurs introduit une incertitude nouvelle pour les 4 649 répondants de la C1 (États-Unis et Canada). Dans ce contexte, la préoccupation géopolitique (quasi-absente du Baromètre 2019) s'est installée comme la deuxième préoccupation structurelle de la diaspora (36,2 % de citations en 2026).

3. Un choc économique qui laisse des traces

L'inflation post-Covid (2021-2023) a profondément affecté le pouvoir d'achat des expatriés payés en monnaie locale ou dont les économies sont libellées dans des devises affaiblies face à l'euro. Si les taux d'inflation ont globalement reflué en 2024-2025, les effets sur le coût de la vie restent perceptibles : le Baromètre 2026 confirme une progression de +18 points de la préoccupation économique depuis 2019 (de $\approx 12\%$ à 30,7 % de citations). La hausse des frais scolaires AEFÉ, inscrite dans ce contexte d'érosion du pouvoir d'achat, est devenue la première attente éducative des familles (34,1 % souhaitent une stabilisation ou une baisse).

4. Une diaspora qui s'est transformée en sept ans

Entre 2019 et 2026, la population des Français établis à l'étranger a continué de croître (+5 % selon les données consulaires). Sa composition s'est modifiée : féminisation progressive (de 50 % hommes en 2019 à 50,4 % en 2026, avec une parité quasi-atteinte), vieillissement accéléré (63,9 % ont plus de 45 ans, contre environ 56 % en 2019), et montée de la binationalité (43,4 % en 2026 contre 39 % en 2022). Ces transformations démographiques redéfinissent mécaniquement les priorités : la retraite reste l'enjeu n°1 à chacune des quatre vagues, et son poids ne fera que croître à mesure que la pyramide des âges de la diaspora s'alourdit.

5. Le rôle de Français du Monde - ADFE dans ce contexte

L'ADFE, reconnue d'utilité publique, est l'une des principales associations représentant la défense des droits des Français établis hors de France. Dans ce contexte de recomposition

politique et de multiplication des crises, sa mission d'information, d'accompagnement et de représentation prend une importance accrue. Le Baromètre 2026 fournit la base empirique nécessaire pour hiérarchiser les chantiers, argumenter les plaidoyers et allouer les ressources associatives là où l'impact sera le plus fort.

2.

RÉSULTATS 2026 - ANALYSE QUESTION PAR QUESTION

Cette section présente les résultats du Baromètre 2026 question par question, en suivant le fil du questionnaire. Pour chaque thématique, profil des répondants, préoccupations, perception de la France, éducation, accès aux services, engagement civique et environnement international, les données brutes sont accompagnées d'un insight synthétique mettant en valeur le résultat le plus saillant, d'une lecture analytique enrichie de tris croisés, et d'une implication opérationnelle pour l'action de Français du Monde - ADFE. Les n effectifs varient selon les questions en raison des taux de complétion ; chaque tableau précise l'échantillon concerné. Une synthèse globale de la section clôt le chapitre (§2.8).

2.1 PROFIL DES RÉPONDANTS

LA PARITÉ DE GENRE S'INSTALLE : SIGNAL DE DÉMOCRATISATION DE L'EXPATRIATION

INSIGHT → La quasi-parité (50,4 % H / 46,9 % F) marque une rupture avec le modèle historique de l'expatriation masculine. Un rééquilibrage générationnel qui redéfinit les besoins du segment.

DONNÉES

Répartition par genre (n=25 688)	%
Homme	50,4 %
Femme	46,9 %
Non-binaire / autre genre	0,9 %
Préfère ne pas répondre	1,7 %

LECTURE ANALYTIQUE

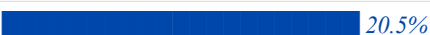
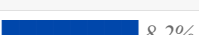
→ Progression de la part féminine vs éditions précédentes (52 % d'hommes en 2024) - tendance structurelle.

UNE DIASPORA QUI VIEILLIT : LES BESOINS DE RETRAITE ET DE PROTECTION SOCIALE VONT AUGMENTER

INSIGHT → 63,9 % ont plus de 45 ans. La pyramide des âges de la diaspora répondante pointe vers un besoin de retraite à court terme.

DONNÉES

63,9 % >45 ans <i>retraite, santé, droits sociaux</i>	40,7 % 45-64 ans <i>fenêtre de pré-retraite critique</i>	2,3 % <25 ans <i>diaspora étudiante quasi-absente</i>
--	--	--

Répartition par tranche d'âge (n=25 688)		%
18 - 24 ans	 2.2%	2.2%
25 - 34 ans	 13.4%	13.4%
35 - 44 ans	 20.5%	20.5%
45 - 54 ans	 20.6%	20.6%
55 - 64 ans	 19.8%	19.8%
65 - 74 ans	 15.3%	15.3%
75 ans et plus	 8.2%	8.2%

LECTURE ANALYTIQUE

- La surreprésentation des 45-64 ans explique mécaniquement que la retraite soit préoccupation n°1 (40,3 % de citations).
- Les moins de 35 ans (15,6 % de l'échantillon) portent d'autres préoccupations : coût de la vie, géopolitique, climat (sous-représentés dans les résultats).
- Biais d'échantillon : les jeunes expatriés non-inscrits au registre consulaire sont les plus invisibles.

74,6 % EN COUPLE : LES ENJEUX DE PROTECTION DU CONJOINT SONT SOUS-ESTIMÉS

INSIGHT → La diaspora est massivement en couple et avec enfants. Les besoins de protection sociale ne concernent pas que l'individu, ils concernent l'unité familiale.

DONNÉES

74,6 % en couple <i>marié(e) ou union libre</i>	43,2 % enfants à charge <i>1 à 6+ enfants</i>	4,08/5 protection du conjoint <i>score besoin social (Likert)</i>
--	--	--

LECTURE ANALYTIQUE

- Le score 4,08/5 sur « Protéger les droits sociaux du conjoint suiveur » signale un besoin structurel non-couvert. 67 % le jugent important ou indispensable.
- Les couples binationaux (43,4 % du total) ont des enjeux de droits sociaux doubles : cotisations dans deux systèmes, conventions fiscales, couverture santé du conjoint étranger.
- La présence d'enfants à charge (43,2 %) alimente directement les préoccupations éducatives : l'AEFE devient un sujet familial, pas individuel.

37,8 % SONT PARTIS DEPUIS PLUS DE 20 ANS : LA DIASPORA N'EST PAS EN TRANSIT

INSIGHT → 61,8 % résident hors de France depuis plus de 11 ans. L'expatriation temporaire est la réalité minoritaire. L'enracinement étranger est la norme.

DONNÉES

Ancienneté de résidence hors de France (n=25 688)		%
Plus de 20 ans	 37.8%	37.8%
11 - 20 ans	 24%	24%
6 - 10 ans	 15%	15%
1 - 5 ans	 13.3%	13.3%
Toujours vécu hors de France	 7.7%	7.7%
Moins d'1 an	 1.6%	1.6%

LECTURE ANALYTIQUE

- 37,8 % ont plus de 20 ans d'expatriation → besoins de long terme : retraite, succession, ancrage documentaire.
- 7,7 % n'ont jamais vécu en France → un segment particulier : construit sans expérience de la France, perceptions plus positives (indice net : +14,4 pts) et identité déconnectée des institutions.
- 13,3 % depuis moins de 5 ans → segment en phase de fragilité : désillusion en construction, fort besoin d'accompagnement précoce.

43,4 % DE BINATIONAUX : UNE DIASPORA QUI S'INTÈGRE SANS SE DÉTACHER

INSIGHT → Près d'un Français de l'étranger sur deux a acquis une seconde nationalité : signal d'intégration avancée, pas de désaffiliation.

DONNÉES

43,4 % bi- ou multinationaux <i>n=25 618</i>	4,34/5 attachement à la nationalité française <i>marqueur identitaire fort</i>	4,43/5 intégration dans la société locale <i>2e marqueur le plus fort</i>
--	--	---

LECTURE ANALYTIQUE

- La binationalité est le signe d'une intégration réussie et elle coexiste avec un attachement fort à la nationalité française (4,34/5).
- Les binationaux génèrent des besoins fiscaux et sociaux complexes : double cotisation, conventions fiscales, déclarations croisées, donc une demande accrue d'aide administrative.
- La question des valeurs républicaines (51,8 % estiment que la France ne les défend pas) est plus critique chez les binationaux qui comparent deux systèmes de valeurs.

IMPLICATION → La binationalité n'est pas un signal de départ mais est un signal d'intégration qui appelle des services plus complexes. Les binationaux sont le segment à la fois le plus engagé et le plus exposé aux frictions administratives.

DEUX PROFILS DOMINANTS, DEUX CRISES DISTINCTES : RETRAITÉS ET SALARIÉS LOCAUX

INSIGHT → 42,3 % salariés locaux + 23,2 % retraités = 65,5 % de l'échantillon. Ces deux segments portent des problématiques différentes qui ne peuvent pas être adressées par une politique uniforme.

DONNÉES

Situation professionnelle (n=24 799)		%
Salarié(e) en contrat local	 42.3%	42.3%
Retraité(e)	 23.2%	23.2%
Indépendant(e) / AE	 10.6%	10.6%
Salarié(e) expatrié(e)	 4.6%	4.6%
Chef(fe) d'entreprise	 4.5%	4.5%
Sans emploi	 3.9%	3.9%
Étudiant(e)	 2.3%	2.3%
Fonctionnaire détaché(e)	 1.6%	1.6%

LECTURE ANALYTIQUE (TRIS CROISÉS)

Statut professionnel	Indice perception net	Préoccupation principale	Problème bancaire dominant
Étudiant(e)	+6,4 pts	Coût de la vie	Non concerné
Salarié(e) en contrat local	-10,9 pts	Retraite / Géopolitique	Frais excessifs (7,1 %)
Retraité(e)	-18,7 pts	Retraite / Santé	Justificatifs (1,8 %)
Chef(fe) d'entreprise	-27,9 pts	Fiscalité / Retraite	Fermeture compte (1,7 %)

IMPLICATION → Les chefs d'entreprise sont les plus critiques (-27,9 pts) malgré les revenus les plus élevés. Ils comparent les systèmes (fiscalité, banque, gouvernance) et jugent sévèrement. C'est le segment porteur d'influence le plus négatif.

76 % DE BAC+3 ET PLUS : UNE DIASPORA HYPERDIPLÔMÉE

INSIGHT → L'échantillon est massivement surqualifié par rapport à la population française. Leur standard de comparaison est international, pas national.

DONNÉES

Niveau d'études (n=24 799)		%
Master / Grande école (Bac+5)	 50.9%	50.9%
Doctorat	 10.2%	10.2%
Licence (Bac+3)	 14.5%	14.5%
Bac+2 / BTS / DUT	 10.9%	10.9%
Baccalauréat	 8.3%	8.3%
Inférieur au bac	 5.3%	5.3%

LECTURE ANALYTIQUE (TRIS CROISÉS)

Niveau d'études	Indice perception net	Lecture
Inférieur au bac	-26,7 pts	Moins de comparants internationaux mais très critiques
Bac+2 / BTS / DUT	-26,6 pts	Difficultés administratives amplifiées, peu d'accès aux réseaux
Licence	-16,8 pts	Niveau intermédiaire, moins exposé aux enjeux d'entreprise
Master / Grande école	-11,8 pts	Meilleure maîtrise de l'environnement administratif
Doctorat	-3,2 pts	Profil académique, rapport distancié, moins d'attentes institutionnelles

LA CLASSE MOYENNE EXPATRIÉE EST LA PLUS CRITIQUE

INSIGHT → Les ménages entre 18 000 et 50 000 €/an affichent l'indice de perception le plus négatif. La frustration est corrélée aux attentes, pas à la pauvreté.

PREUVES

30,7 % >80 000 €/an <i>top revenus : net -1,4 pts</i>	15 % < 30 000 €/an <i>Modestes : net -2,0 pts</i>	25,2 % 18-50k€/an <i>classe moy : net -10,8 pts</i>
--	--	---

LECTURE ANALYTIQUE (TRIS CROISÉS)

Revenus annuels	Indice net	Profil
18 001 - 30 000 €	-10,8 pts	Classe moyenne : attentes déçues, accès limité aux services
30 001 - 50 000 €	-5,4 pts	Pression fiscale et bancaire perçue
50 001 - 80 000 €	-4,5 pts	Mieux équipé mais exposé aux conventions fiscales
Plus de 80 000 €	-1,4 pts	Outils alternatifs, moins dépendant des services français
Moins de 18 000 €	-2,0 pts	Moins d'exposition aux services, moins d'attentes

- La classe moyenne expatriée (18-50k€) utilise les services français (banque, retraite, AEF) sans avoir accès aux alternatives privées disponibles aux hauts revenus.
- Les hauts revenus (+80k€) ont diversifié leurs actifs et recours, leur dépendance au système français est moindre, donc leur frustration aussi.

2.2 PRÉOCCUPATIONS

RETRAITE N°1 : LA PYRAMIDE DES ÂGES TRANSFORME L'AGENDA POLITIQUE DE LA DIASPORA

INSIGHT → La retraite devance la géopolitique pour la 4e édition consécutive. C'est une évolution structurelle, pas une réaction conjoncturelle.

PREUVES

Préoccupations principales (taux de citation, n=24 279)		%
Retraite et droits sociaux	 40.3%	40.3%
Géopolitique / situation internationale	 36.2%	36.2%
Coût de la vie / situation économique	 30.6%	30.6%
Accès assurance médicale / santé	 25.1%	25.1%
Fiscalité franco-étrangère	 24.3%	24.3%
Dérèglement climatique	 21.5%	21.5%
Éducation / scolarité des enfants	 20.7%	20.7%
Retour éventuel en France	 18.2%	18.2%

LECTURE ANALYTIQUE (TRIS CROISÉS PAR ÂGE)

Préoccupation	<25	25-34	35-44	45-54	55-64
Retraite	19 %	38 %	40 %	43 %	46 %
Éducation	15 %	15 %	35 %	29 %	12 %
Géopolitique	33 %	39 %	31 %	31 %	32 %
Climatique	24 %	30 %	22 %	18 %	16 %

→ L'éducation est la préoccupation avec le gradient générationnel le plus fort : x2,3 entre 25-34 et 35-44 ans.

→ La géopolitique est la seule préoccupation transversale à tous les âges, signal d'un monde perçu comme plus instable.

→ Le climat est une préoccupation jeune (30 % chez 25-34 ans) qui s'érode avec l'âge.

IMPLICATION → Trois agendas coexistent selon l'âge : sécurité économique immédiate (jeunes), éducation et installation (35-44 ans), retraite et santé (45+).

2.3 PERCEPTION DE LA FRANCE

INDICE NET -15,3 PTS : LA MAJORITÉ DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER ONT UNE MAUVAISE IMAGE DE LA FRANCE

INSIGHT → 44,7 % d'image négative contre 29,4 % positive. Sur 8 dimensions évaluées, 7 sont dans le rouge. Seul le rayonnement culturel résiste.

DONNÉES

44,7 % perception négative <i>nég. + très nég.</i>	-15,3 indice net <i>positif – négatif</i>	10,3 % très négative <i>signal de rupture</i>	+27,5 seul solde positif <i>rayonnement culturel</i>
---	--	--	---

Satisfaction par domaine d'action - solde (satisfaits – insatisfaits)		%
Rayonnement culturel et francophonie	 27.5%	27.5%
Défense des droits humains	 0.2%	0.2%
Politique étrangère	 0%	0%

Domaine d'action	% Satisfaits	% Insatisfaits	Solde
Rayonnement culturel	50,1 %	22,6 %	+27,5
Droits humains	35,3 %	35,1 %	+0,2
Politique étrangère	38,6 %	39,3 %	-0,7
Soutien Français à l'étranger	24,9 %	32,3 %	-7,4
Politique climatique	20,4 %	40,9 %	-20,5
Gouvernance et démocratie	23,8 %	51,7 %	-27,9
Attractivité économique	17,1 %	49,4 %	-32,3
Politique migratoire	9,8 %	57,6 %	-47,8

IMPLICATION → Le rayonnement culturel est le seul avantage comparatif de la France. C'est à la fois son capital le plus solide et une digue de plus en plus fragile face aux défaillances perçues sur les autres dimensions.

LA DÉCEPTION CULMINE À 6-10 ANS : UNE FENÊTRE DE PRÉVENTION IDENTIFIABLE

INSIGHT → La perception suit une courbe en U inversé selon la durée d'expatriation. Le pic de négativité à 6-10 ans est un signal exploitable

PREUVES - TRIS CROISÉS CSV BRUT

Durée d'expatriation	Indice net	% Négatif	% Positif
Toujours vécu hors de France	+14,4 pts	23,6 %	37,9 %
Moins d'1 an	-4,7 pts	33,5 %	28,8 %
Plus de 20 ans	-12,8 pts	40,0 %	27,3 %
1 - 5 ans	-18,6 pts	43,7 %	25,2 %
11 - 20 ans	-18,9 pts	44,1 %	25,2 %
6 - 10 ans	-21,9 pts	45,4 %	23,5 %

Tranche d'âge	Indice net	Lecture
18 - 24 ans	+8,9 pts	Aucune attente institutionnelle déçue, rapport positif
25 - 34 ans	-6,7 pts	Début de confrontation avec la réalité administrative
35 - 44 ans	-13,2 pts	Pleine charge : éducation, banque, fiscalité, retour envisagé
55 - 64 ans	-18,0 pts	Pré-retraite : frictions maximales, attentes les plus fortes
65 - 74 ans	-19,1 pts	Retraite initiée, déceptions sur montants et délais

- Mécanisme : les 6-10 premières années = confrontation des promesses à la réalité (banque, fiscalité, démarches). La désillusion est cumulative.
- Les expatriés de toujours (+14,4 pts) n'ont aucune attente déçue.

51,8 % ESTIMENT QUE LA FRANCE NE DÉFEND PAS SES VALEURS : UN ÉCART ENTRE LE DISCOURS ET LA RÉALITÉ PERÇUE

INSIGHT → Seuls 42,7 % pensent que la France défend efficacement ses valeurs géopolitiques. La diplomatie de valeurs est perçue comme rhétorique.

PREUVES

La France défend-elle ses valeurs dans le contexte géopolitique actuel ? (n=23 437)	%
Oui, tout à fait	5,3 %
Plutôt oui	37,4 %
Plutôt non	29,3 %
Non, pas du tout	22,5 %
Sans opinion	5,5 %

LECTURE ANALYTIQUE

- Solde net : -9,1 pts (42,7 % oui / 51,8 % non). La France est jugée en décalage entre ses déclarations et ses actes.
- Ce résultat est en cohérence avec le solde sur « *défense des droits humains* » (+0,2 %) et « *politique étrangère* » (-0,7 %) : ni confiance ni défiance, mais attente insatisfaite.
- Les zones de conflit (C8, C10) sont les plus exposées à ce jugement : elles voient la politique étrangère française en action directe.

IMPLICATION → La crédibilité internationale de la France est un enjeu de communication autant que de politique. Les expatriés sont des ambassadeurs informels, leur perception négative se diffuse dans leurs réseaux locaux.

42,1 % N'ENVISAGENT PAS DE RETOUR EN FRANCE

INSIGHT → 42,1 % de refus catégorique. La désillusion vis-à-vis de la France est le 3e motif de non-retour (43,5 %), le seul sur lequel l'État peut agir.

DONNÉES

42,1 % Non - refus catégorique	10,3 % Oui - horizon < 5 ans	24,7 % Ne sait pas
--	--	-----------------------

Raisons de NE PAS rentrer	% citation	Actionnable
Qualité de vie supérieure à l'étranger	52,2 %	NON - choix personnel
Attachement au pays de résidence	48,7 %	NON - ancrage affectif
Désillusion vis-à-vis de la France	43,5 %	OUI - levier politique direct
Raisons familiales	38,8 %	NON - contrainte personnelle
Raisons professionnelles	20,5 %	PARTIEL - attractivité économique

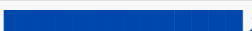
CORRÉLATION PERCEPTION → RETOUR (TRIS CROISÉS)

Perception	% Refus catégorique	% Retour envisagé
Très positive	22,9 %	54,3 %
Positive	30,0 %	43,5 %
Neutre	37,9 %	33,8 %
Négative	48,5 %	27,7 %
Très négative	66,1 %	16,3 %

LA RETRAITE MOTIVE 32,3 % DES RETOURS ENVISAGÉS : UN LEVIER DE POLITIQUE PUBLIQUE SOUS-EXPLOITÉ

INSIGHT → Les raisons personnelles et familiales dominent mais la retraite (32,3 %) est le seul motif de retour structurellement actionnable par une décision publique.

PREUVES

Raisons d'envisager un retour en France (n=7 713)		%
Raisons familiales	 40.5%	40.5%
Raisons personnelles / qualité de vie	 38.4%	38.4%
Retraite	 32.3%	32.3%
Rapprochement culturel / identitaire	 28.4%	28.4%
Raisons professionnelles	 15%	15%
Dégradation de la situation locale	 12.4%	12.4%

LECTURE ANALYTIQUE

- La retraite arrive en 3^e position des motivations de retour devant les raisons professionnelles.
- Simplifier la liquidation des droits à la retraite transfrontalière = accélérer les décisions de retour pour un segment de 32,3 % des retournants potentiels.
- Le rapprochement culturel (28,4 %) signale une demande latente de lien identitaire, exploitable par des programmes culturels adaptés.

IMPLICATION → Le guichet retraite expatriés n'est pas seulement une mesure de protection sociale, c'est une politique d'attractivité de la diaspora. Les deux objectifs sont liés.

2.4 ÉDUCATION

44 % IGNORENT L'EXISTENCE DU RÉSEAU ÉDUCATIF FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

INSIGHT → Le problème de l'AEFE n'est pas seulement l'accessibilité mais c'est l'invisibilité. On ne peut pas choisir ce qu'on ne connaît pas.

DONNÉES

44 % ignorent totalement le réseau	37,2 % connaissent superficiellement	18,9 % connaissent bien
--	--	-----------------------------------

DÉFICIT PAR CIRCONSCRIPTION

Circonscription	% Ignorent	Niveau d'alerte
Suisse & Liechtenstein	58,4 %	Critique
États-Unis & Canada	50,8 %	Critique
Benelux	42,8 %	Critique
Méditerranée	45,1 %	Critique
Europe du Nord	47,8 %	Critique
Maghreb & Afr. Ouest	22,0 %	Notoriété forte
Proche-Orient & Afr. Est	25,6 %	Notoriété forte

→ Les zones où la notoriété est forte (Maghreb, Proche-Orient) sont précisément celles où l'AEFE est le premier choix des familles. La corrélation notoriété → usage est établie.

→ Les zones occidentales (Suisse, USA, Benelux) ont des systèmes éducatifs locaux perçus comme excellents. La notoriété AEFE y est bas car la demande alternative est forte.

72 % DES FAMILLES CONCERNÉES JUGENT L'AEFE FINANCIÈREMENT INACCESSIBLE

INSIGHT → Le réseau AEFE est perçu comme élitiste par les familles qui l'utilisent. 3 familles sur 4 avec un avis ne peuvent pas ou peinent à y accéder.

DONNÉES

72 % peu accessible ou inaccessible <i>parmi concernés avec avis</i>	28 % accessible ou très accessible <i>parmi concernés avec avis</i>	36,7 % pas concernés <i>hors du réseau</i>
---	--	---

Accessibilité financière des établissements AEFE (n=23 225)	%
Inaccessible	6,2 %
Peu accessible	17,2 %
Accessible	8,2 %
Très accessible	1,0 %
Je ne suis pas concerné(e)	36,7 %
Sans opinion	30,7 %

LECTURE ANALYTIQUE

- Rapport 3 pour 1 : pour 3 familles qui trouvent l'AEFE inaccessible, 1 la trouve accessible. Ce n'est donc pas une perception marginale.
- La forte proportion « *sans opinion* » (30,7 %) et « *non concernés* » (36,7 %) masque la gravité : les 30,5 % qui ont un avis concret sont quasi-unanimes sur l'inaccessibilité.
- Le Maghreb concentre les taux d'inaccessibilité les plus élevés conjugués à la plus forte demande : 47 % la jugent peu accessible ou inaccessible mais 65 % choisissent l'école française.

IMPLICATION → Le modèle économique actuel de l'AEFE exclut sa propre cible prioritaire. Une réforme de tarification (barème revenus + bourses automatiques) est une condition préalable à toute ambition d'expansion.

79 % DES FAMILLES SCOLARISÉES SONT PRÉOCCUPÉES PAR LA HAUSSE DES FRAIS

INSIGHT → Parmi les 31,8 % de répondants concernés par l'AEFE, 78,3 % s'inquiètent de la hausse des frais. L'AEFE risque de perdre ses familles captives.

DONNÉES

Préoccupation face à la hausse prévisible des frais AEFE (n=23 225)	%
Oui, fortement	14,8 %
Oui, un peu	10,1 %
Non	6,9 %
Je ne suis pas concerné(e)	68,2 %

LECTURE ANALYTIQUE

- Sur les 31,8 % concernés (n≈7 400) : 46,5 % sont fortement préoccupés, 31,8 % un peu → 78,3 % de préoccupation au total.
- Ce résultat est plus alarmant qu'il n'y paraît : les 68,2 % « *non concernés* » sont déjà hors du réseau. La préoccupation est portée par les familles qui restent, celles dont la AEFE ne peut pas se permettre de perdre.
- Effet de ciseau attendu : si les frais continuent d'augmenter, les familles modestes sortiront du réseau, augmentant la proportion de familles aisées et renforçant la perception élitiste.

IMPLICATION → Le modèle AEFE est en situation de sélection adverse : les hausses tarifaires chassent les familles pour lesquelles le réseau est le plus précieux. La stabilisation des frais n'est pas une mesure sociale mais devient une mesure de survie du réseau.

**EX-AEQUO : ACCÈS AU SUPÉRIEUR = STABILISATION DES FRAIS.
DEUX LOGIQUES, UNE URGENCE**

INSIGHT → 33,4 % / 33,4 % : les deux premières attentes sont à égalité. Cela révèle deux populations aux demandes opposées mais également urgentes.

DONNÉES

Attentes prioritaires envers l'État - Éducation (max 3 choix, n=22 406)		%
Amélioration accès études supérieures en France	 33.4%	33.4%
Stabilisation / baisse des frais de scolarité	 33.4%	33.4%
Maintien / augmentation des bourses scolaires	 27.6%	27.6%
Extension du dispositif FLAM	 21.9%	21.9%
Développement du CNED / enseignement à distance	 15.8%	15.8%
Soutien établissements en zones de crise	 14.2%	14.2%
Transparence et gouvernance de l'AEFE	 12%	12%
Aucun soutien de l'État	 6.3%	6.3%

LECTURE ANALYTIQUE

- Les familles dans le réseau AEFE demandent la stabilisation des frais : problème de coût immédiat.
- Les familles hors réseau demandent l'accès aux études supérieures : problème de lien avec la France à long terme.
- Le FLAM (21,9 %) est la 3e demande : signal fort pour une offre légère, accessible et complémentaire.
- 6,3 % ne veulent aucun soutien de l'État : minorité libérale qui choisit activement le système local, à ne pas confondre avec un sentiment d'abandon.

IMPLICATION → Il n'existe pas un problème AEFÉ, il en existe deux distincts : coût (pour les inscrits) et visibilité / accès supérieur (pour les non-inscrits). Une politique unique ne peut pas adresser les deux.

2.5 ACCÈS AUX SERVICES

**LES DÉMARCHES EN LIGNE ET LE CONSULAT SONT PLUS VALORISÉS
QUE LA SANTÉ OU LA RETRAITE**

INSIGHT → Le besoin n°1 des expatriés n'est pas la protection sociale au sens classique mais l'accès numérique aux services français. L'interface prime sur le droit.

DONNÉES

Élément de protection sociale	Score /5	% Imp+Indispensable	Rang
Démarches administratives françaises en ligne	4,60	94 %	1er
Service consulaire réactif et de qualité	4,54	93 %	2e
Alerte en cas de crise dans mon pays	4,27	81 %	3e
Reconnaître ses cotisations à l'étranger	4,10	71 %	4e
Couverture santé hors France	4,08	74 %	5e
Compte bancaire français depuis l'étranger	4,08	73 %	6e
Protection droits du conjoint suiveur	4,08	67 %	7e
Aide au retour en France	3,78	60 %	8e
Cotiser à la retraite française	3,21	42 %	9e
Adhérer à la CFE	3,20	34 %	10e

LECTURE ANALYTIQUE

- Les deux premiers besoins (4,60 et 4,54) sont des besoins d'interface et d'accès et non des droits en eux-mêmes.
- La cotisation retraite française (3,21/5, 42 %) est étonnamment basse, elle est perçue comme peu fiable ou peu pertinente par rapport à la complexité des démarches.
- La CFE (Caisse des Français de l'Étranger) a le score le plus bas (3,20/5, 34 %) : produit peu connu ou peu valorisé.

IMPLICATION → L'État français doit investir en priorité dans l'accessibilité numérique de ses services. Une application consulaire performante vaut plus que 10 nouvelles conventions bilatérales non-communiquées.

PLUS D'UN FRANÇAIS DE 45 ANS SUR DEUX N'A PAS ENTAMÉ SES DÉMARCHES RETRAITE

INSIGHT → 51,9 % des 45 ans et plus n'ont rien initié (n=13 912).

DONNÉES

51,9 % n'ont pas entamé de démarches <i>parmi les 45 ans et plus</i>	27,6 % gèrent activement	41,2 % ont rencontré des difficultés <i>parmi ceux ayant initié</i>
---	------------------------------------	--

NATURE DES DIFFICULTÉS (PARMI CEUX AYANT INITIÉ DES DÉMARCHES, N=2 731)

Difficultés rencontrées dans la gestion de la retraite		%
Manque d'information et d'accompagnement	42.6%	42.6%
Complexité des conventions bilatérales	36.7%	36.7%
Délais excessifs	34.5%	34.5%
Montant décevant / inférieur aux attentes	30.6%	30.6%

Difficultés rencontrées dans la gestion de la retraite		%
Difficulté à obtenir le relevé de carrière	26.5%	26.5%
Non-reconnaissance des cotisations	21.9%	21.9%
Difficulté à percevoir la pension depuis l'étranger	11.5%	11.5%
Double imposition des pensions	10.4%	10.4%

LECTURE ANALYTIQUE - 3 NIVEAUX D'ACTION

Niveau	Problème	% concernés
1 - Information	Manque d'accompagnement	42,6 %
2 - Procédure	Conventions bilatérales, délais	35-37 %
3 - Structurel	Double imposition, absence convention	8-10 %

LE MONTANT DÉCEVANT (30,6 %) EST UN SIGNAL D'ÉCHEC SYSTÉMIQUE : LA PROMESSE RETRAITE N'EST PAS TENUE

INSIGHT → 30,6 % signalent un montant de retraite inférieur aux attentes. Ce n'est pas une mauvaise surprise mais sans doute le résultat d'années de sous-information sur les règles de calcul.

DONNÉES

Difficultés retraite : focus montant et non-reconnaissance	%
Montant de retraite décevant / inférieur aux attentes	30,6 %
Non-reconnaissance des années de cotisation à l'étranger	21,9 %
Difficulté à percevoir la pension depuis l'étranger	11,5 %
Double imposition des pensions	10,4 %
Absence de convention bilatérale	8,4 %

LECTURE ANALYTIQUE

- Un montant décevant est la conséquence de cotisations discontinues, de règles de proratisation peu expliquées et d'attentes non-calibrées en cours de carrière.
- Ce résultat survient trop tard dans le processus pour être corrigé. La prévention est une solution majeure.
- Non-reconnaissance des cotisations (21,9 %) : problème de conventions bilatérales qui ne permettent pas la totalisation de toutes les périodes. Impact direct sur le montant perçu.

72,8 % DES EXPATRIÉS CONCERNÉS RENCONTRENT UNE DIFFICULTÉ BANCAIRE : L'EXCLUSION EST STRUCTURELLE

INSIGHT → Les difficultés bancaires ne sont pas des incidents isolés, elles constituent un système d'exclusion progressive qui commence par les frais et finit par la fermeture de compte.

PREUVES

72,8 %
au moins une difficulté
parmi les concernés

7,3 %
fermeture de compte
exclusion financière totale

11,3 %
impossibilité d'ouvrir
exclusion à l'entrée

Difficultés avec le compte bancaire français (n=21 755)		%
Aucune difficulté	27.2%	27.2%
Frais bancaires excessifs	24.2%	24.2%
Pas concerné(e)	22.7%	22.7%
Demande de justificatifs impossibles	18.4%	18.4%
Difficultés de virements internationaux	13.6%	13.6%
Impossibilité d'ouvrir un compte	11.3%	11.3%
Difficultés d'accès en ligne	10.5%	10.5%
Fermeture du compte par la banque	7.3%	7.3%

DIFFÉRENCIATION PAR PROFIL (TRIS CROISÉS)

Statut professionnel	Frais excessifs	Justificatifs impossibles	Fermeture compte
Salarié(e) expatrié(e)	9,1 %	3,8 %	1,6 %
Salarié(e) en contrat local	7,1 %	4,0 %	1,6 %
Retraité(e)	7,7 %	1,8 %	1,0 %
Indépendant(e) / AE	6,2 %	4,0 %	2,1 %
Chef(fe) d'entreprise	4,9 %	4,2 %	1,7 %

59,9 % DE SATISFACTION CONSULAIRE : UN ÎLOT DE RÉSISTANCE INSTITUTIONNELLE, SAUF DANS LA PÉNINSULE IBÉRIQUE

INSIGHT → Le consul est le seul service étatique français perçu positivement par une majorité. Mais la Péninsule ibérique (47,4 %) est à 12 pts sous la moyenne.

DONNÉES

59,9 % excellente + bonne	17,9 % passable	11,2 % insuffisante + très insuff.
-------------------------------------	---------------------------	--

Circonscription	% Satisfaits	% Insatisfaits
Maghreb & Afr. Ouest	65,9 %	11,2 %
Méditerranée	63,4 %	11,1 %
Europe Centrale	62,9 %	11,2 %
Suisse	60,1 %	11,5 %
États-Unis & Canada	58,9 %	13,7 %
Europe du Nord	57,4 %	13,9 %
Péninsule ibérique	47,4 %	14,3 %

LECTURE ANALYTIQUE

- La Péninsule ibérique cumule : satisfaction consulaire la plus basse (47,4 %) + indice de perception le plus négatif hors Suisse (-28,6 pts). Corrélation probable.
- Le service consulaire est le touchpoint direct entre l'État français et sa diaspora. Quand il dysfonctionne, c'est l'ensemble de la relation France-expatrié qui se dégrade.
- La satisfaction consulaire score 4,54/5 en besoin de protection sociale : 2e plus haut.

IMPLICATION → Améliorer la qualité du service consulaire en Espagne/Portugal est le levier le plus rapide et le plus mesurable pour remonter l'indice de perception dans la zone C5.

2.6 ENGAGEMENT ET APPARTENANCE

LA LANGUE (4,55/5) EST L'ACTIF IDENTITAIRE INDESTRUCTIBLE DE LA DIASPORA FRANÇAISE

INSIGHT → La langue française est le seul marqueur identitaire universel, intergénérationnel et non-dépendant d'une institution. C'est le capital stratégique le plus robuste de la France.

DONNÉES

Marqueur identitaire	Score /5	% Imp+Fond	Gradient générationnel
La langue française	4,55	93 %	Aucun - stable à tous les âges
Droit de vote aux élections françaises	4,48	89 %	Plus fort chez les jeunes
Intégration dans la société locale	4,43	90 %	Stable - hybridité assumée
Attachement à la culture française	4,41	90 %	Légèrement croissant avec l'âge
Nationalité française	4,34	86 %	Stable
Multi-appartenance culturelle	4,29	82 %	Stable
Valeurs républicaines	4,18	79 %	Croissant avec l'âge (3,9→4,3)
Francophonie	4,06	76 %	Décroissant - héritage passif

LECTURE ANALYTIQUE

- La langue est la seule dimension identitaire que l'expatriation ne dégrade pas, contrairement aux valeurs républicaines (3,9/5 chez les <25 ans).
- L'intégration locale (4,43/5) est quasi aussi valorisée que la culture française (4,41/5) : la diaspora se définit comme hybride.

→ La francophonie (4,06/5, décroissant) est vécue comme un héritage passif : on l'accepte mais on ne la mobilise pas activement.

IMPLICATION → Le FLAM est la politique la plus cohérente avec ce diagnostic : maintenir la langue française comme actif identitaire sans exiger l'adhésion à l'ensemble du système scolaire français.

87 % DE PARTICIPATION ÉLECTORALE MALGRÉ -15,3 PTS DE PERCEPTION : UN PARADOXE CIVIQUE MASSIF

INSIGHT → La diaspora vote massivement même en étant très critique. L'acte électoral est découplé de la satisfaction institutionnelle, c'est un réflexe identitaire, pas un signe d'approbation.

DONNÉES

60,7 % votent à TOUTES les élections	87 % ont voté à au moins 1 élection	4,3 % non-vote par désintérêt / déception
--	---	---

TRIS CROISÉS - VOTE SELON LA PERCEPTION

Perception de la France	% Vote à TOUTES	% Non-vote désintérêt
Très positive	nd	nd
Positive	76,1 %	1,8 %
Neutre	72,3 %	2,4 %
Négative	62,9 %	4,2 %
Très négative	54,8 %	8,6 %

VOTE SELON L'ÂGE

Tranche d'âge	% Vote (toutes)	% Vote (total)
18 - 24 ans	35,8 %	50,5 %
25 - 34 ans	53,0 %	73,3 %
35 - 64 ans	≈52 %	≈74 %
65 - 74 ans	48,3 %	72,4 %

LECTURE ANALYTIQUE

- Même avec une perception très négative, 54,8 % votent à toutes les élections. Seulement 8,6 % boycottent par désintérêt.
- Les 18-24 ans sont les moins votants (50,5 %) mais avec une perception positive (+8,9 pts) : paradoxe inverse : satisfaction sans engagement.
- Ce capital civique est sous-utilisé par les associations : 85,4 % ne sont membres d'aucune association française.

85,4 % NON-MEMBRES : LE MARCHÉ ASSOCIATIF DE LA DIASPORA EST QUASI-VIERGE

INSIGHT → L'ADFE ne capte que 14,6 % de son audience cible.

DONNÉES

85,4 % non-membres d'une association	57,1 % demande d'aide admin. en 1er	22,3 % demande de lobbying
---	--	--------------------------------------

Attentes envers une association représentative des Français de l'étranger		%
Aide administrative (démarches, droits)	57.1%	57.1%
Assistance et solidarité	45.2%	45.2%
Défense des droits civiques et sociaux	41.7%	41.7%
Communication régulière	24.2%	24.2%
Lobbying auprès des pouvoirs publics	22.3%	22.3%
Rencontres communautaires	21.3%	21.3%
Actions d'intégration locale	17.8%	17.8%
Accès facilité aux élus	16.6%	16.6%

LECTURE ANALYTIQUE

- L'aide administrative devance le lobbying de 34,8 points.

- La solidarité (45,2 %) et les droits (41,7 %) composent un bloc « protection » qui concentre 85 % des attentes cumulées.
- 16,6 % seulement veulent un accès aux élus, soit 1 personne sur 6. L'essentiel de la valeur attendue est dans le service, pas dans la politique.

2.7 ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

46,4 % MODÉRÉMENT À FORTEMENT IMPACTÉS PAR LES CRISES GÉOPOLITIQUES, QUASI UNE MAJORITÉ

INSIGHT → Les bouleversements géopolitiques ne sont pas un sujet lointain pour la diaspora car ils affectent concrètement la sécurité, l'économie et le sentiment d'appartenance de près d'un répondant sur deux.

DONNÉES

Impact des bouleversements géopolitiques sur le quotidien (n=21 310)	%
Fortement (sécurité, économie, appartenance)	15,7 %
Modérément	30,7 %
Peu	28,6 %
Pas du tout	22,6 %
Sans opinion	2,4 %

PAR CIRCONSCRIPTION - EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE RÉELLE

Circo	% Fortement impacté	Zone de contexte
Proche-Orient & Afr. Est	29,7 %	Israël, conflits régionaux
Méditerranée	25,7 %	Israël, Turquie, Territoires
Asie & Océanie	22,5 %	Ukraine, Russie, Caucase
Amériques du Sud	14,7 %	Instabilité régionale modérée
États-Unis & Canada	13,3 %	Polarisation politique
Péninsule ibérique	9,4 %	Zone stable
Suisse	10,5 %	Zone très stable

IMPLICATION → Les expatriés en zones de conflit sont des capteurs avancés des crises mondiales. Leurs retours sur la protection consulaire et les alertes sont les plus précieux pour calibrer les ressources diplomatiques.

56,8 % FONT CONFIANCE À LA PROTECTION CONSULAIRE FRANÇAISE - MAIS L'EXPÉRIENCE DIRECTE LA CORRIGE

INSIGHT → La confiance globale (56,8 %) masque une réalité plus sévère : parmi ceux qui ont vécu une crise consulaire, 54,8 % ont été insatisfaits.

DONNÉES

56,8 % font confiance (perçu) <i>oui tout à fait + plutôt oui</i>	7,3 % ont vécu une crise consulaire	54,8 % insatisfaits parmi ceux qui ont vécu <i>la réalité recalibre la confiance</i>
--	--	--

La France protège-t-elle efficacement ses ressortissants en cas de crise ? (n=21 310)	%
Oui, tout à fait	10,6 %
Plutôt oui	46,2 %
Plutôt non	11,9 %
Non, pas du tout	5,4 %
Sans opinion	26,0 %

LECTURE ANALYTIQUE

- 26 % de « sans opinion » : la majorité n'a heureusement pas eu à tester la protection en situation de crise.
- L'écart perception/expérience (56,8 % de confiance vs 45,2 % de satisfaction vécue) révèle une réalité négative. La réputation est meilleure que la réalité.
- Les zones à forte exposition géopolitique (C8, C10) sont les plus susceptibles d'avoir activé la protection consulaire, ce sont leurs retours qui comptent le plus.

SEULEMENT 32 % VEULENT UN RENFORCEMENT DIPLOMATIQUE LA DIASPORA PRÉFÈRE LA QUALITÉ À L'EXPANSION

INSIGHT → 44,9 % estiment que le niveau actuel est suffisant. La demande de renforcement diplomatique est minoritaire : signal de pragmatisme, pas d'indifférence.

DONNÉES

La France devrait-elle renforcer son engagement diplomatique mondial ? (n=21 310)	%
Oui, fortement	12,0 %
Oui, un peu	20,0 %
Non, le niveau actuel est suffisant	44,9 %
Non, d'autres priorités plus importantes	12,7 %
Sans opinion	10,5 %

LECTURE ANALYTIQUE

- La majorité (44,9 %) considère le niveau diplomatique actuel suffisant, ce qui est remarquable compte tenu des perceptions très négatives sur les autres dimensions.
- 12,7 % pensent que d'autres priorités sont plus importantes : probable référence aux services aux expatriés, retraite, banque.
- Ce résultat est cohérent avec la hiérarchie des préoccupations : la géopolitique est 2e, mais la retraite et le coût de la vie sont perçus comme plus urgents.

IMPLICATION → La diaspora ne veut pas plus de diplomatie mais elle veut de meilleures démarches administratives (4,60/5) et un service consulaire réactif (4,54/5). Le budget diplomatique est moins urgent que le budget des services consulaires.

32,2 % VOIENT L'INFLUENCE FRANÇAISE EN REcul, NOTAMMENT 56,9 % AU MAGHREB

INSIGHT → Le rayonnement culturel tient dans les zones stables mais s'effondre là où l'influence est le plus concurrencée : Maghreb (56,9 % en recul) et Europe Centrale / Méditerranée (>40 %).

DONNÉES

Influence culturelle et linguistique de la France dans le pays de résidence (n=21 310)	%
Stable	45,0 %
En recul	32,2 %
Inexistante	6,9 %

Influence culturelle et linguistique de la France dans le pays de résidence (n=21 310)	%
En progression	6,0 %
Sans opinion	9,9 %

Circonscription	% En recul	% Stable	Lecture
Maghreb & Afr. Ouest	56,9 %	28,8 %	Concurrence Golfe/Turquie/Chine
Europe Centrale	41,2 %	43,1 %	Modèles germaniques et anglophones
Méditerranée	41,4 %	40,6 %	Influence turque, grecque, anglophone
Péninsule ibérique	39,2 %	36,8 %	Espagnol global vs français local
Suisse	18,4 %	60,4 %	Marché quadrilingue, français établi
États-Unis & Canada	26,6 %	54,1 %	Contexte anglophone - position stable

LECTURE ANALYTIQUE

- Le Maghreb est en rupture d'influence : la France perd face à une diversification des modèles de référence (Golfe, Turquie, Chine, USA).
- En Suisse et en Amérique du Nord, l'influence française reste stable, zones où le français est institutionnellement ancré ou où l'expatriation française est récente.
- Le recul en Europe Centrale (41,2 %) est une surprise : zones traditionnellement francophiles mais qui basculent vers des modèles germano-anglo-saxons.

IMPLICATION → Le rayonnement culturel est l'unique actif à solde positif de la France (+27,5 pts de satisfaction). Son effritement au Maghreb et en Europe Centrale est le signal le plus préoccupant pour la stratégie d'influence française à 10 ans.

2.8 SYNTHÈSE

Signal	Preuve clé	Action prioritaire
Perception en crise	Indice net -15,3 pts (44,7 % négatif)	Reconstruire confiance zones critiques
Retraite : angle mort	51,9 % des 45+ sans démarche	Guichet unique retraite < 6 mois
AEFE inaccessible		Barème progressif + gel frais
Exclusion bancaire	72,8 % ont ≥1 difficulté bancaire	Accord néobanque + pression ACPR
Associations inadaptées	85,4 % non-membres	Service direct avant lobbying

3.

TRIS CROISÉS - SEGMENTATIONS ANALYTIQUES

Les tris croisés suivants sont calculés sur les données brutes individuelles (CSV, n=25 688 répondants). Ils permettent d'identifier les profils les plus critiques et de cibler les actions de l'ADFE selon les sous-populations les plus concernées.

3.1 PERCEPTION DE LA FRANCE SELON L'ÂGE

Tranche d'âge	n	% Nég.+Très nég.	% Pos.+Très pos.	Indice net
18 - 24 ans	553	23,5 %	36,0 %	+12,5 pts
25 - 34 ans	3 448	31,4 %	30,4 %	-1,0 pt
35 - 44 ans	5 267	31,7 %	26,7 %	-5,0 pts
45 - 54 ans	5 280	32,7 %	26,8 %	-5,8 pts
55 - 64 ans	5 095	31,7 %	25,1 %	-6,7 pts
65 - 74 ans	3 937	32,1 %	24,4 %	-7,7 pts
75 ans et plus	2 094	27,8 %	27,1 %	-0,7 pt

Perception × Âge.

Les moins de 25 ans sont les seuls à afficher un indice positif. Dégradation entre 25 et 74 ans.

3.2 PERCEPTION SELON LA DURÉE D'EXPATRIATION

Durée d'expatriation	n	% Nég.+Très nég.	% Pos.+Très pos.	Indice net
Toujours vécu hors de France	1 978	18,8 %	37,9 %	+19,2 pts
Retour en France (post-apat)	159	21,4 %	30,8 %	+9,4 pts
Moins d'1 an	403	25,3 %	28,8 %	+3,5 pts
Plus de 20 ans	9 714	31,2 %	27,3 %	-4,0 pts
1 - 5 ans	3 410	33,4 %	25,2 %	-8,2 pts
11 - 20 ans	6 160	33,6 %	25,2 %	-8,4 pts
6 - 10 ans	3 864	34,1 %	23,5 %	-10,6 pts

Perception × Durée d'expatriation.

LECTURE ANALYTIQUE

- Le pic de perception négative (34,1 %) à 6-10 ans correspond à la phase de désillusion post-installation : les attentes pratiques se heurtent à la réalité des services consulaires, bancaires et fiscaux.
- Les expatriés de toujours (+19,2 pts) ont un rapport distancié et moins chargé d'attentes déçues, leur identité est construite sans référence à la France comme norme.
- Implication : les primo-expatriés (1-5 ans) sont une cible prioritaire pour des actions de prévention de la désillusion (information précoce sur les droits et services).

3.3 PERCEPTION SELON LA SITUATION PROFESSIONNELLE

Situation professionnelle	n	% Nég.+Très nég.	% Pos.+Très pos.	Indice net
Étudiant(e)	581	27,0 %	37,5 %	+10,5 pts
En recherche d'emploi	696	30,7 %	28,4 %	-2,3 pts
Volontariat (VIE/VIA)	100	30,0 %	28,0 %	-2,0 pts
Salarié(e) en contrat local	10 485	32,4 %	29,4 %	-2,9 pts
Indépendant(e) / AE	2 618	32,9 %	27,8 %	-5,1 pts
Fonctionnaire détaché(e)	403	34,5 %	29,3 %	-5,2 pts
Retraité(e)	5 751	32,1 %	25,9 %	-6,2 pts
Sans emploi	963	29,7 %	22,4 %	-7,3 pts
Salarié(e) expatrié(e)	1 135	34,7 %	27,0 %	-7,7 pts
Chef(fe) d'entreprise	1 106	37,3 %	23,5 %	-13,8 pts

Perception × Statut professionnel.

Les chefs d'entreprise sont les plus critiques (-13,8 pts), les étudiants les seuls à afficher un indice positif.

3.4 PERCEPTION SELON LE NIVEAU DE REVENUS

Revenus annuels nets	n	% Nég.+Très nég.	% Pos.+Très pos.	Indice net
Revenus variables	973	29,8 %	26,6 %	-3,2 pts
Plus de 80 000 €	7 620	32,7 %	31,3 %	-1,4 pts
Moins de 18 000 €	2 092	30,1 %	28,2 %	-2,0 pts
50 001 - 80 000 €	4 126	33,2 %	28,6 %	-4,5 pts
30 001 - 50 000 €	3 682	33,2 %	27,8 %	-5,4 pts
18 001 - 30 000 €	2 591	34,8 %	24,0 %	-10,8 pts

Perception × Revenus.

Contre-intuitif : la classe moyenne (18-50k€) est la plus critique, et non pas les plus modestes.

3.5 INTENTION DE RETOUR SELON LA PERCEPTION

Perception de la France	n	% Retour Oui (total)	% Retour Non	% Ne sait pas
Très positive	841	54,3 %	22,9 %	21,3 %
Positive	6 042	43,5 %	30,0 %	25,9 %
Neutre	5 835	33,8 %	37,9 %	27,8 %
Négative	8 072	27,7 %	48,5 %	23,4 %
Très négative	2 419	16,3 %	66,1 %	17,3 %

Retour × Perception.

LECTURE ANALYTIQUE

Levier stratégique : la relation perception-retour

- Le lien est quasi-linéaire : chaque dégradation d'un degré de perception correspond à ~9 points supplémentaires de refus de retour.
- 66,1 % des perceptions très négatives refusent catégoriquement de rentrer. Si l'indice net des zones critiques (Suisse, Benelux, Ibérique) remonte de 10 pts, le refus de retour pourrait reculer de 5 à 7 points.
- Implication directe : toute action améliorant l'image de la France dans les circonscriptions critiques a un effet mesurable sur l'intention de retour.

3.6 PRÉOCCUPATION SELON LA TRANCHE D'ÂGE

Préoccupation	<25	25-34	35-44	45-54	55-64	65-74
Retraite et droits sociaux	19 %	38 %	40 %	43 %	46 %	30 %
Géopolitique / international	33 %	39 %	31 %	31 %	32 %	39 %
Coût de la vie	37 %	36 %	32 %	28 %	24 %	27 %
Assurance médicale / santé	24 %	23 %	22 %	22 %	26 %	27 %
Fiscalité franco-étrangère	15 %	24 %	23 %	24 %	26 %	21 %
Dérèglement climatique	24 %	30 %	22 %	18 %	16 %	19 %
Éducation / scolarité	15 %	15 %	35 %	29 %	12 %	7 %
Retour éventuel en France	13 %	18 %	18 %	20 %	21 %	11 %

Préoccupations × Âge (% de citation dans chaque tranche).

Vert ≥ 35 %, rouge ≤ 12 %.

LECTURE ANALYTIQUE

Préoccupations selon l'âge

→ L'éducation est massivement concentrée chez les 35-44 ans (35 %) : la préoccupation avec le gradient générationnel le plus fort du baromètre.

→ La retraite culmine chez les 55-64 ans (46 %) mais recule chez les 65-74 (30 %) : les retraités sont moins concernés que les préretraités.

→ La préoccupation concernant le dérèglement climatique est principalement portée par les 25-34 ans (30 %) : signal générationnel fort.

3.7 IMPACT GÉOPOLITIQUE SELON LA DURÉE D'EXPATRIATION

Durée d'expatriation	% Fortement impacté	% Modérément	% Peu + Pas du tout
Moins d'1 an	11,1 %	32,1 %	57,6 %
1 - 5 ans	13,2 %	31,8 %	55,1 %
6 - 10 ans	15,5 %	31,8 %	51,7 %
11 - 20 ans	14,5 %	30,6 %	54,3 %
Plus de 20 ans	17,3 %	29,5 %	49,3 %

Impact géopolitique × Durée.

Les expatriés de plus de 20 ans sont plus sensibles à l'impact géopolitique (17,3 %) que les moins anciens.

3.8 SYNTHÈSE

Les segmentations analytiques de cette section permettent de dégager quatre constats transversaux.

Premier constat : la perception de la France est universellement négative, mais les intensités diffèrent fortement selon les profils. Les moins de 25 ans (+12,5 pts) et les étudiants (+10,5 pts) sont les seuls groupes à afficher un indice positif, tandis que les chefs d'entreprise (-13,8 pts) et les expatriés de 6-10 ans (-10,6 pts) concentrent les perceptions les plus dégradées.

Deuxième constat : le lien entre perception et intention de retour est quasi-linéaire, chaque dégradation d'un degré de perception entraîne environ 9 points supplémentaires de refus de retour. Améliorer l'image de la France dans les circonscriptions les plus critiques est donc une politique d'attractivité à part entière.

Troisième constat : les préoccupations sont fortement segmentées par l'âge, avec trois agendas distincts : sécurité économique chez les jeunes, éducation et installation chez les 35-44 ans, retraite et santé chez les 45 ans et plus.

Quatrième constat : l'ancienneté d'expatriation est le facteur de perception le plus discriminant après le statut professionnel : les expatriés de toujours (+19,2 pts) et ceux de 6-10 ans (-10,6 pts) représentent les deux extrêmes d'une trajectoire de désillusion cumulative.

4.

ANALYSE PAR CIRCONSCRIPTIONS LÉGISLATIVES DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

La section suivante présente les indicateurs clés, la distribution complète des perceptions et intentions de retour, les préoccupations prioritaires et les attentes éducatives pour chacune des circonscriptions.

4.1 1^{ère} CIRCONSCRIPTION

n = 4 649 répondants | Poids : 18.3%

39% % Négatif	36% % Positif	56% Vote (toutes)	35% Refus retour
-------------------------	-------------------------	-----------------------------	----------------------------

Perception de la France	%
Très négative	8.9%
Négative	30.2%
Neutre	24.7%
Positive	30.2%
Très positive	5.4%
Sans opinion	0.7%

Intention de retour	%
Non	35%
Oui, à terme	27%
Je ne sais pas	25.1%
Oui, dans les 2 ans	6.5%
Oui, dans les 5 ans	6.5%

Préoccupations prioritaires (% de citation)

- Retraite et droits sociaux : 41.8 %
- Situation internationale / géopolitique : 40.2 %
- Coût de la vie : 31.6 %
- Fiscalité franco-étrangère : 27.5 %
- Accès assurance médicale : 27.5 %
- Retour éventuel en France : 25.9 %

Attentes envers l'État - Éducation

- Amélioration accès études sup. en France : 34.3 %
- Stabilisation / baisse des frais : 31.3 %
- Maintien / augmentation bourses : 26.4 %
- Extension FLAM : 21.2 %

Indicateurs complémentaires	%
Impact géopolitique (fortement)	19.8 %
Influence France en recul	26.6 %
Ignorent réseau AEFE	50.8 %

4.2 2^{ème} CIRCONSCRIPTION

n = 1 367 répondants | Poids : 5.4%

37% % Négatif	37% % Positif	53% Vote (toutes)	37% Refus retour
-------------------------	-------------------------	-----------------------------	----------------------------

Perception de la France	%
Très négative	8.6%
Négative	28.1%
Neutre	25%
Positive	31.7%
Très positive	5.5%
Sans opinion	1.1%

Intention de retour	%
Non	36.8%
Oui, à terme	22%
Je ne sais pas	26.7%
Oui, dans les 2 ans	8%
Oui, dans les 5 ans	6.4%

Préoccupations prioritaires (% de citation)

- Retraite et droits sociaux : 42.2 %
- Accès assurance médicale : 39 %
- Coût de la vie : 30.7 %
- Situation internationale / géopolitique : 25.8 %
- Éducation / scolarité des enfants : 24.7 %
- Fiscalité franco-étrangère : 16.7 %

Attentes envers l'État - Éducation

- Maintien / augmentation bourses : 39.1 %
- Amélioration accès études sup. en France : 36.8 %
- Stabilisation / baisse des frais : 35.1 %
- Extension FLAM : 19.3 %

Indicateurs complémentaires	%
Impact géopolitique (fortement)	13.5 %
Influence France en recul	31.4 %
Ignorent réseau AEFE	34.2 %

4.3 3^{ème} CIRCONSCRIPTION

n = 2 840 répondants | Poids : 11.2%

36% % Négatif	34% % Positif	60% Vote (toutes)	39% Refus retour
-------------------------	-------------------------	-----------------------------	----------------------------

Perception de la France	%
Très négative	6%
Négative	29.7%
Neutre	29.1%
Positive	30.5%
Très positive	3.9%
Sans opinion	0.8%

Intention de retour	%
Non	39%
Oui, à terme	22.7%
Je ne sais pas	28.6%
Oui, dans les 2 ans	4.6%
Oui, dans les 5 ans	5.1%

Préoccupations prioritaires (% de citation)

- Retraite et droits sociaux : 43.7 %
- Situation internationale / géopolitique : 39.4 %
- Coût de la vie : 32.3 %
- Dérèglement climatique : 26.5 %
- Fiscalité franco-étrangère : 25.6 %
- Retour éventuel en France : 22.8 %

Attentes envers l'État - Éducation

- Amélioration accès études sup. en France : 32.2 %
- Extension FLAM : 31.4 %
- Stabilisation / baisse des frais : 27 %
- Maintien / augmentation bourses : 21.9 %

Indicateurs complémentaires	%
Impact géopolitique (fortement)	14.6 %
Influence France en recul	29.5 %
Ignorent réseau AEFE	47.8 %

4.4 4^{ème} CIRCONSCRIPTION

n = 2 409 répondants | Poids : 9.5%

50% % Négatif	25% % Positif	68% Vote (toutes)	42% Refus retour
-------------------------	-------------------------	-----------------------------	----------------------------

Perception de la France	%
Très négative	10.8%
Négative	39.6%
Neutre	24.2%
Positive	22.6%
Très positive	2.2%
Sans opinion	0.6%

Intention de retour	%
Non	42.4%
Oui, à terme	24.9%
Je ne sais pas	24.7%
Oui, dans les 5 ans	4.2%
Oui, dans les 2 ans	3.7%

Préoccupations prioritaires (% de citation)

- Retraite et droits sociaux : 41.4 %
- Situation internationale / géopolitique : 40.6 %
- Coût de la vie : 33.2 %
- Dérèglement climatique : 29.7 %
- Fiscalité franco-étrangère : 27.1 %
- Éducation / scolarité des enfants : 17.3 %

Attentes envers l'État - Éducation

- Amélioration accès études sup. en France : 41.2 %
- Stabilisation / baisse des frais : 30.3 %
- Maintien / augmentation bourses : 25.3 %
- Extension FLAM : 17.2 %

Indicateurs complémentaires	%
Impact géopolitique (fortement)	11 %
Influence France en recul	20.6 %
Ignorent réseau AEFE	53.4 %

4.5 5^{ème} CIRCONSCRIPTION

n = 2 178 répondants | Poids : 8.6%

52% % Négatif	23% % Positif	62% Vote (toutes)	59% Refus retour
-------------------------	-------------------------	-----------------------------	----------------------------

Perception de la France	%
Très négative	14.4%
Négative	37.1%
Neutre	24.5%
Positive	21.1%
Très positive	1.8%
Sans opinion	1.1%

Intention de retour	%
Non	58.7%
Oui, à terme	14.6%
Je ne sais pas	21.6%
Oui, dans les 5 ans	2.4%
Oui, dans les 2 ans	2.7%

Préoccupations prioritaires (% de citation)

- Retraite et droits sociaux : 39.3 %
- Coût de la vie : 35.7 %
- Situation internationale / géopolitique : 33.3 %
- Fiscalité franco-étrangère : 24,8 %
- Dérèglement climatique : 21 %
- Éducation / scolarité des enfants : 19.8 %

Attentes envers l'État - Éducation

- Stabilisation / baisse des frais : 37.3 %
- Maintien / augmentation bourses : 34.5 %
- Amélioration accès études sup. en France : 26.4 %
- Extension FLAM : 21.3 %

Indicateurs complémentaires	%
Impact géopolitique (fortement)	9.4 %
Influence France en recul	39.2 %
Ignorent réseau AEFE	42.8 %

4.6 6^{ème} CIRCONSCRIPTION

n = 1 470 répondants | Poids : 5.8%

59% % Négatif	21% % Positif	65% Vote (toutes)	54% Refus retour
-------------------------	-------------------------	-----------------------------	----------------------------

Perception de la France	%
Très négative	13.6%
Négative	45%
Neutre	19.3%
Positive	19.6%
Très positive	1.6%
Sans opinion	0.9%

Intention de retour	%
Non	54.1%
Oui, à terme	18.7%
Je ne sais pas	22.4%
Oui, dans les 5 ans	3.0%
Oui, dans les 2 ans	1.9%

Préoccupations prioritaires (% de citation)

- Situation internationale / géopolitique : 40 %
- Retraite et droits sociaux : 35.5 %
- Dérèglement climatique : 27.2 %
- Fiscalité franco-étrangère : 27 %
- Coût de la vie : 26 %
- Accès assurance médicale : 16.7 %

Attentes envers l'État - Éducation

- Amélioration accès études sup. en France : 31 %
- Extension FLAM : 20.5 %
- Soutien aux établissements : 20.3 %
- Maintien / augmentation bourses : 19.6 %

Indicateurs complémentaires	%
Impact géopolitique (fortement)	9.6 %
Influence France en recul	18.4 %
Ignorent réseau AEFE	58.4 %

4.7 7^{ème} CIRCONSCRIPTION

n = 2 819 répondants | Poids : 11.1%

43% % Négatif	29% % Positif	69% Vote (toutes)	43% Refus retour
-------------------------	-------------------------	-----------------------------	----------------------------

Perception de la France	%
Très négative	8.1%
Négative	34.6%
Neutre	27.2%
Positive	26.5%
Très positive	2.9%
Sans opinion	0.7%

Intention de retour	%
Non	43%
Oui, à terme	22.4%
Je ne sais pas	26%
Oui, dans les 5 ans	4.4%
Oui, dans les 2 ans	4.3%

Préoccupations prioritaires (% de citation)

- Situation internationale / géopolitique : 42.7 %
- Retraite et droits sociaux : 40.1 %
- Dérèglement climatique : 28.1 %
- Coût de la vie : 26.9 %
- Fiscalité franco-étrangère : 22.4 %
- Éducation / scolarité des enfants : 21.9 %

Attentes envers l'État - Éducation

- Stabilisation / baisse des frais : 35.5 %
- Amélioration accès études sup. en France : 32.6 %
- Extension FLAM : 29.1 %
- Maintien / augmentation bourses : 26.9 %

Indicateurs complémentaires	%
Impact géopolitique (fortement)	12.1 %
Influence France en recul	41.2 %
Ignorent réseau AEFE	42.9 %

4.8 8^{ème} CIRCONSCRIPTION

n = 2 126 répondants | Poids : 8.4%

45% % Négatif	31% % Positif	58% Vote (toutes)	48% Refus retour
-------------------------	-------------------------	-----------------------------	----------------------------

Perception de la France	%
Très négative	11.6%
Négative	33.5%
Neutre	22.9%
Positive	27%
Très positive	3.6%
Sans opinion	1.4%

Intention de retour	%
Non	48.3%
Oui, à terme	16.2%
Je ne sais pas	27.4%
Oui, dans les 2 ans	4.5%
Oui, dans les 5 ans	3.6%

Préoccupations prioritaires (% de citation)

- Retraite et droits sociaux : 38.7 %
- Situation internationale / géopolitique : 35.8 %
- Coût de la vie : 31.9 %
- Fiscalité franco-étrangère : 25.8 %
- Accès assurance médicale : 21.3 %
- Éducation / scolarité des enfants : 16.6 %

Attentes envers l'État - Éducation

- Stabilisation / baisse des frais : 29.2 %
- Amélioration accès études sup. en France : 29 %
- Maintien / augmentation bourses : 26.8 %
- Extension FLAM : 25.6 %

Indicateurs complémentaires	%
Impact géopolitique (fortement)	25.7 %
Influence France en recul	41.4 %
Ignorent réseau AEFE	45.1 %

4.9 9^{ème} CIRCONSCRIPTION

n = 1 680 répondants | Poids : 6.6%

46% % Négatif	25% % Positif	61% Vote (toutes)	35% Refus retour
-------------------------	-------------------------	-----------------------------	----------------------------

Perception de la France	%
Très négative	9.9%
Négative	36%
Neutre	26.4%
Positive	21.4%
Très positive	3.5%
Sans opinion	2.8%

Intention de retour	%
Non	35.2%
Oui, à terme	23.7%
Je ne sais pas	25.6%
Oui, dans les 2 ans	8.2%
Oui, dans les 5 ans	7.3%

Préoccupations prioritaires (% de citation)

- Accès assurance médicale : 45.8 %
- Retraite et droits sociaux : 36.8 %
- Éducation / scolarité des enfants : 36.2 %
- Coût de la vie : 28.5 %
- Situation internationale / géopolitique : 20.8 %
- Fiscalité franco-étrangère : 16.8 %

Attentes envers l'État - Éducation

- Stabilisation / baisse des frais : 54.3 %
- Maintien / augmentation bourses : 37.8 %
- Amélioration accès études sup. en France : 36.1 %
- Transparence et gouvernance AEFE : 18.6 %

Indicateurs complémentaires	%
Impact géopolitique (fortement)	11.1 %
Influence France en recul	56.9 %
Ignorent réseau AEFE	22 %

4.10 10^{ème} CIRCONSCRIPTION

n = 1 518 répondants | Poids : 6%

47% % Négatif	28% % Positif	59% Vote (toutes)	32% Refus retour
-------------------------	-------------------------	-----------------------------	----------------------------

Perception de la France	%
Très négative	12%
Négative	35.3%
Neutre	23.1%
Positive	24.2%
Très positive	4%
Sans opinion	1.4%

Intention de retour	%
Non	32.1%
Oui, à terme	29.6%
Je ne sais pas	20.4%
Oui, dans les 2 ans	9.9%
Oui, dans les 5 ans	8%

Préoccupations prioritaires (% de citation)

- Accès assurance médicale : 40.2 %
- Retraite et droits sociaux : 36.6 %
- Éducation / scolarité des enfants : 30.6 %
- Coût de la vie : 30 %
- Situation internationale / géopolitique : 28.3 %
- Fiscalité franco-étrangère : 22 %

Attentes envers l'État - Éducation

- Stabilisation / baisse des frais : 42.7 %
- Amélioration accès études sup. en France : 38.6 %
- Maintien / augmentation bourses : 30.2 %
- Transparence et gouvernance AEFE : 18.8 %

Indicateurs complémentaires	%
Impact géopolitique (fortement)	31 %
Influence France en recul	30.4 %
Ignorent réseau AEFE	25.6 %

4.11 11^{ème} CIRCONSCRIPTION

n = 2 348 répondants | Poids : 9.2%

51% % Négatif	25% % Positif	58% Vote (toutes)	45% Refus retour
-------------------------	-------------------------	-----------------------------	----------------------------

Perception de la France	%
Très négative	13.9%
Négative	37.2%
Neutre	23.6%
Positive	21.2%
Très positive	3.3%
Sans opinion	0.7%

Intention de retour	%
Non	45.1%
Oui, à terme	21.3%
Je ne sais pas	22.9%
Oui, dans les 2 ans	5.7%
Oui, dans les 5 ans	5%

Préoccupations prioritaires (% de citation)

- Retraite et droits sociaux : 41.6 %
- Situation internationale / géopolitique : 34.7 %
- Accès assurance médicale : 30.3 %
- Coût de la vie : 26.6 %
- Éducation / scolarité des enfants : 24.8 %
- Fiscalité franco-étrangère : 24 %

Attentes envers l'État - Éducation

- Stabilisation / baisse des frais : 33.5 %
- Amélioration accès études sup. en France : 31.3 %
- Maintien / augmentation bourses : 24.9 %
- Extension FLAM : 21.8 %

Indicateurs complémentaires	%
Impact géopolitique (fortement)	13.3 %
Influence France en recul	26.8 %
Ignorent réseau AEFE	40.2 %

4.12 SYNTHÈSE

L'analyse territoriale révèle une **cartographie de la désillusion** structurée en trois groupes.

Les circonscriptions en crise de perception (C5 Péninsule ibérique : -29 pts net, C6 Suisse : -38 pts net, C4 Benelux : -25 pts net) cumulent les indices de perception les plus négatifs, les taux de refus de retour les plus élevés (54 % à 59 %) et une satisfaction consulaire dégradée pour la C5. Ces zones, à fort niveau de vie local, génèrent un effet de comparaison particulièrement sévère envers la France.

Les circonscriptions en tension géopolitique (C8 Méditerranée, C10 Proche-Orient) se distinguent par les plus forts taux d'impact géopolitique ressenti (25,7-31 %) et des taux d'insatisfaction consulaire supérieurs à la moyenne ; la protection en situation de crise y est testée concrètement.

Les circonscriptions à forte demande éducative (C9 Maghreb, C10 Proche-Orient) présentent la plus forte préoccupation pour l'éducation (36-30 %) et les taux d'inaccessibilité perçue de l'AEFE les plus élevés, conjugués à la plus forte demande de stabilisation des frais (42-54 %). La retraite reste la préoccupation n°1 dans 9 circonscriptions sur 11, seules C9 et C10 plaçant la santé en tête, reflet d'un accès aux soins plus précaire dans ces zones. La participation électorale est la plus forte en C4 (68 %) et C7 (69 %), les deux circonscriptions les plus proches des institutions européennes.

5.

TENDANCES : ANALYSE LONGITUDINALE 2019-2026

Cette section propose une lecture comparée des indicateurs structurants sur les quatre vagues : 2019, 2022, 2024 et 2026. Trois objectifs y sont poursuivis : (1) **identifier les tendances stables** (indicateurs peu mobiles), (2) **détecter les inflexions** (évolutions linéaires ou progressives), et (3) **caractériser les ruptures** (changements de paradigme sur la période).

*Avertissement méthodologique : les questionnaires ont évolué d'une vague à l'autre, ce qui restreint la comparabilité **stricte** à un sous-ensemble d'indicateurs. Pour les questions ayant évolué, nous précisons la nature de l'écart et présentons les comparaisons sur une base homogène (préoccupations citées, retour en France, vie associative, perception, vote, scolarisation).*

5.1 VUE D'ENSEMBLE : 4 VAGUES, 4 CONTEXTES

Chaque vague du baromètre s'inscrit dans un contexte spécifique qu'il importe de rappeler pour interpréter correctement les évolutions :

Vague	Contexte politique et économique majeur	Conséquence sur les réponses
2019	Sortie de la crise des Gilets jaunes. Grand Débat National. Brexit en cours de négociation. Avant Covid-19.	Forte demande de participation citoyenne ; Brexit pré-applicable ; absence de référence sanitaire.
2022	Sortie progressive du Covid-19. Invasion russe de l'Ukraine (24/02). Élection présidentielle (avril) et législatives (juin).	Pic de préoccupation sanitaire + émergence forte du risque géopolitique.
2024	Année électorale française (européennes, dissolution, législatives anticipées). Tensions Moyen-Orient. Inflation post-Covid.	Forte mobilisation civique ; préoccupation économique majeure.
2026	Recomposition politique post-2024. Conflits Moyen-Orient persistants. Élections américaines novembre 2024. Hausse coût de la vie.	Préoccupations géopolitiques structurelles ; tension sur le pouvoir d'achat ; questions sur l'éducation française à l'étranger.

5.2 PRÉOCCUPATIONS : UN CLASSEMENT QUI SE RECOMPOSE

Le tableau ci-dessous compare les principales préoccupations citées au fil des quatre vagues. Les questionnaires de 2019 à 2026 ont toujours permis aux répondants de citer plusieurs préoccupations (jusqu'à 3 généralement).

Préoccupation	2019	2022	2024	2026	Tendance 2019→2026
Retraite	≈ 41 %	40,0 %	48,5 %	40,3 %	Stable (en tête à 4/4 vagues)
Situation internationale	n.s.	33,1 %	46,4 %	36,2 %	▲ Émergence forte
Coût de la vie / éco.	≈ 12 %	≈ 20 %	39,8 %	30,6 %	▲ ▲ Forte progression
Accès assurance médicale / santé	≈ 38 %	33,1 %	31,8 %	25,1 %	▼ Recul de 12,9 pt
Fiscalité	≈ 30 %	≈ 14 %	28,1 %	24,2 %	▼ Décrue puis stabilisation
Éducation / scolarité	≈ 28 %	29,0 %	33,3 %	20,7 %	▼ Inflexion 2026
Dérèglement climatique	n.s.	24,3 %	42,8 %	20,7 %	▼ Pic 2024 puis recul
Retour en France	n.s.	n.m.	n.m.	18,2 %	▲ Nouvelle thématique

Note de lecture : « n.s. » = non significatif (thématique absente ou marginale). « n.m. » = non mesuré sous cette formulation. Pour 2019, les chiffres sont approximatifs car la grille des préoccupations était moins normée.

Les tendances stables : retraite et santé

La **retraite** est la seule préoccupation à figurer en tête à chacune des 4 vagues. Elle oscille entre 40 % et 48,5 % de citations, sans rupture. C'est un invariant structurel : les Français à l'étranger sont préoccupés par leurs droits sociaux français, et particulièrement par la portabilité des cotisations, la coordination des régimes étrangers et français, et l'âge d'ouverture des droits.

La **santé** suit une trajectoire en légère baisse mais reste dans le top 5. Cette diminution apparente s'explique pour partie par l'arrivée d'autres préoccupations dans le champ de réponses (géopolitique, climat), qui ont mécaniquement « concurrencé » les enjeux traditionnels.

Les inflexions progressives : coût de la vie et géopolitique

Deux préoccupations connaissent une progression franche et durable sur 7 ans :

- **Coût de la vie / situation économique** : de ≈ 12 % en 2019 à 30,6 % en 2026, soit +18 points environ. Le pic 2024 (39,8 %) correspondait au choc inflationniste post-Covid. L'atterrissage 2026 à 30,6 % traduit une normalisation, mais à un **niveau structurellement plus élevé** que dans les années 2010.
- **Situation internationale** : quasi-absente en 2019, citée par 33,1 % en 2022 (post-invasion russe), montant à 46,4 % en 2024 (Israël/Gaza, dissolution), redescendant à 36,2 % en 2026. C'est désormais un **invariant** du baromètre, ce qui constitue une rupture profonde par rapport à 2019.

Les nouvelles préoccupations : climat et retour en France

Le **dérèglement climatique** entre dans le top des préoccupations en 2022 (24,3 %), explose en 2024 (42,8 %) sous l'effet des canicules et inondations, puis redescend en 2026 (20,7 %). Cette volatilité reflète une préoccupation **sensible aux événements** plus qu'une donnée structurelle. Le **retour en France** apparaît comme préoccupation explicite en 2026 (18,2 %), formalisant ce qui n'était auparavant exprimé qu'en commentaire libre. C'est un signal à suivre dans les vagues futures.

Recomposition des préoccupations : une diaspora qui internationalise son regard

→ La trajectoire 2019-2026 montre une **internationalisation des préoccupations** des Français de l'étranger. Là où, en 2019, l'agenda était dominé par des sujets « franco-français » (retraite, fiscalité, santé), 2026 voit la géopolitique, le coût de la vie et le climat occuper trois des quatre premières places. Cette évolution est cohérente avec l'expérience vécue : les expatriés sont **les premiers exposés** aux turbulences mondiales (conflits, inflation importée, événements climatiques).

5.3 PERCEPTION DE LA FRANCE : UNE DÉGRADATION PROGRESSIVE

La question sur la perception de la France n'existait pas formellement en 2019 (elle est apparue en 2024). Mais les évolutions 2024 → 2026 sont déjà significatives :

Modalité	2024	2026	Évolution
Très positive	2,9 %	3,6 %	▲ +0,7 pt
Positive	27,4 %	25,8 %	▼ -1,8 pt
Neutre	25,3 %	24,9 %	≈ stable
Négative	30,7 %	34,4 %	▲ +3,7 pt
Très négative	12,8 %	10,3 %	▼ -2,5 pt
Sans opinion	0,9 %	1,0 %	≈ stable
TOTAL positif	30,3 %	29,4 %	▼ -0,9 pt
TOTAL négatif	43,5 %	44,7 %	▲ +1,2 pt

La balance reste **négative** et **se dégrade légèrement** : -15,3 points en 2026 contre -13,2 points en 2024. Toutefois, on note une **polarisation** : la modalité « négative » progresse (+3,7 pt) tandis que « très négative » recule (-2,5 pt). Le mécontentement se diffuse mais s'atténue dans son intensité maximale.

Cette donnée doit être interprétée à la lumière du contexte politique français de 2024-2026 (dissolution, gouvernements successifs, crise budgétaire) et de la couverture médiatique internationale de la France.

5.4 RETOUR EN FRANCE : UN PROJET STABLE MAIS AMBIVALENT

Sur les quatre vagues, la part des répondants envisageant un retour évolue de la manière suivante :

Vague	Pas de retour prévu	Retour envisagé / planifié	Indécis
2019	≈ 60 %	≈ 20 %	≈ 20 %
2022	74,7 %	6,2 %	19,2 %
2024	71,6 %	28,4 %	n.m.
2026	43,6 %	32,0 %	24,4 %

Note : les grilles de réponses ont évolué entre les vagues, rendant la comparaison directe délicate. Le chiffre 2022 (6,2 % de retour en 2022) ne porte que sur les retours imminents (« en 2022 »), tandis que 2026 inclut les retours à terme. L'enseignement majeur : à grille comparable (2024 vs 2026), la part envisageant un retour est passée de 28,4 % à 32,0 %, soit une légère progression.

Le profil des motivations au retour reste lui aussi stable sur la période :

- **Raisons familiales** : 44,6 % en 2024 - toujours la première motivation.
- **Raisons personnelles et rapprochement culturel** : motivations significatives (35,3 % et 33,0 % en 2024).
- **Raisons professionnelles** : minoritaires (≈ 15 % en 2024).

L'idée d'un « retour économique » de masse n'est pas vérifiée par les données. Le retour reste **principalement familial et personnel**, donc difficilement actionnable par les politiques publiques au sens strict.

5.5 ENGAGEMENT CIVIQUE ET REPRÉSENTATION

Sur la dimension civique, les indicateurs sont **remarquablement stables** sur la période :

Indicateur	2019	2022	2024	2026
Inscription consulaire (% oui)	94 %	95,2 %	94,5 %	95,0 %
Vote aux dernières élections (% oui à toutes ou certaines)	n.m.	n.m.	≈ 86 %	86,3 %
Membre association locale (% oui)	28 %	17 %	15,8%	15,2 %
Bi/multi-nationalité (% oui)	n.m.	39 %	39,9 %	43,6 %

Trois constats majeurs :

- L'**inscription consulaire** est un acquis : 95 % à 4/4 vagues. Cela traduit aussi un biais d'échantillon (les non-inscrits sont sous-représentés).
- La **participation électorale** est très élevée chez les répondants. Mais 4,2 % des non-votants ne sont pas inscrits sur la liste électorale consulaire - une marge de progression existe sur l'inscription électorale automatique.
- La **vie associative locale** est en recul (de 28 % en 2019 à 15,2 % en 2026). C'est un signal pour Français du Monde - ADFE : il y a un espace de **(re)mobilisation** de cette population, surtout sur l'aide administrative.

5.6 ÉDUCATION : FOCUS 2024-2026

La thématique éducation a été significativement enrichie en 2026, ce qui ouvre une comparaison 2024 → 2026 enrichissante :

Indicateur	2024	2026	Évolution
Accès aux études supérieures en France perçu comme important	65,1 %	32,1 % (attente prioritaire)	≈ stable sur le fond
Importance scolarisation réseau français AEFE	38,8 % « très important »	n.m. directement	-
Connaissance du réseau AEFE / FLAM / CNED	n.m.	57,1 % (oui, bien ou superficiellement)	Nouveau
Préoccupation hausse frais AEFE	n.m.	25,9 % préoccupation forte ou modérée	Nouveau
Demande de stabilisation/baisse des frais AEFE	n.m.	34,1 % (attente n°1)	Nouveau

L'enseignement majeur : la thématique « **coût et accessibilité du réseau français à l'étranger** » est devenue prééminente en 2026, et constitue désormais un sujet de revendication structuré, avec un classement clair : (1) frais de scolarité, (2) accès au supérieur en France, (3) bourses.

5.7 SYNTHÈSE

Trois ruptures structurelles sur la période 2019-2026

Rupture 1 - Géopolitisation : quasi-absente en 2019, la préoccupation « situation internationale » est désormais n°2.

Rupture 2 - Économisation : le coût de la vie passe de préoccupation marginale à structurelle (top 3).

Rupture 3 - Émergence du débat sur l'éducation française : passage d'un sujet diffus à une revendication structurée sur les frais.

Deux inflexions à surveiller

Inflexion 1 - Perception négative de la France : la balance perception positive vs négative s'est dégradée légèrement entre 2024 et 2026.

Inflexion 2 - Vie associative : recul progressif depuis 2019, traduisant une fragmentation.

Trois stabilités fondamentales

Stabilité 1 - Retraite : indicateur n°1 à toutes les vagues.

Stabilité 2 - Inscription consulaire : 95 % maintenus.

Stabilité 3 - Logiques de retour : raisons familiales premières, retour minoritaire.

6.

ANALYSES THÉMATIQUES APPROFONDIES

Cette section approfondit l'analyse sur les six thématiques structurantes du baromètre, en combinant tris à plat 2026 et lectures longitudinales sur 2019-2026.

6.1 RETRAITE ET DROITS SOCIAUX : L'ENJEU N°1

Constat : un déficit massif de préparation

Le baromètre 2026 révèle une situation préoccupante :

- **51,9 %** des répondants concernés n'ont pas encore commencé à se renseigner sur leurs droits à la retraite.
- **41,2 %** des répondants ayant commencé à s'informer signalent des difficultés (mineures ou importantes).
- Parmi les répondants âgés de 45-64 ans (39,7 % de l'échantillon), la part de ceux n'ayant pas encore amorcé la démarche reste très élevée.

Le « top 4 » des préoccupations 2026 - retraite, géopolitique, coût de la vie, santé - pèse plus de 130 points cumulés de citations. La retraite est la seule de ces préoccupations sur laquelle la communauté française à l'étranger peut **se préparer activement à l'avance**. Or, c'est précisément sur ce levier que l'information fait le plus défaut.

Recommandations opérationnelles

- **Plan d'information ciblée 45-55 ans** : campagne dédiée via les canaux de Français du Monde - ADFE, en partenariat avec la CARSAT internationale et le GIP Union Retraite, pour amener cette cohorte à amorcer ses démarches avant 60 ans.
- **Guichet unique CFE / Sécurité sociale française / régimes locaux** : plaidoyer pour la création d'un service consolidé, accessible en ligne, capable d'établir une « image consolidée » des droits acquis en France et à l'étranger.
- **Webinaires mensuels** par circonscription, animés par des conseillers spécialisés, sur les conventions bilatérales de sécurité sociale (60+ conventions à explorer selon les pays).

6.2 GÉOPOLITIQUE ET DÉFENSE DES VALEURS

Une diaspora exposée

Les Français à l'étranger sont **structurellement plus exposés** aux turbulences géopolitiques que les Français métropolitains. Le baromètre 2026 le révèle clairement :

- **36,2 %** citent la situation internationale parmi leurs préoccupations principales (préoccupation n°2).
- **47,1 %** déclarent que les bouleversements géopolitiques récents les affectent au moins « modérément » dans leur quotidien.
- **16,1 %** se déclarent affectés « fortement » (sécurité, économie, sentiment d'appartenance).

Cette exposition se traduit en demandes politiques précises :

- **33,8 %** estiment que la France devrait renforcer sa présence diplomatique et consulaire (« un peu » + « fortement »).
- **56,6 %** estiment que la France protège efficacement ses ressortissants en cas de crise (« plutôt oui » + « tout à fait »).
- Ces deux chiffres traduisent une **satisfaction nuancée** : la protection fonctionne, mais peut être renforcée localement.

Une crise de confiance sur la défense des valeurs

L'élément le plus saillant est l'évaluation critique sur la défense des valeurs :

- Seuls **5,3 %** estiment que la France défend ses valeurs « tout à fait » efficacement.
- **37,4 %** répondent « plutôt oui ».
- **29,3 %** répondent « plutôt non ».
- **22,5 %** répondent « non, pas du tout ».

Soit un solde de **-9,1 points** entre les « oui » (42,7 %) et les « non » (52,8 %). C'est une donnée majeure, qui doit être lue à la lumière de l'évolution géopolitique récente (positionnement français sur l'Ukraine, le Proche-Orient, les relations avec les États-Unis, les négociations européennes).

Une critique d'usagers engagés, pas un désengagement

→ Cette critique sévère n'est pas un retrait : 86,3 % de ces mêmes répondants ont voté aux dernières élections françaises. Cela signifie que la communauté française à l'étranger reste **politiquement engagée**, mais qu'elle exprime une exigence forte vis-à-vis de la France en termes de cohérence diplomatique.

6.3 COÛT DE LA VIE, FISCALITÉ, BANQUE : LES IRRITANTS OPÉRATIONNELS

Une préoccupation économique en hausse structurelle

La progression de la préoccupation économique sur 2019-2026 (de $\approx 12\%$ à $30,7\%$, +18 pt) est un fait majeur. Elle s'explique par :

- **L'inflation post-Covid** dans de nombreux pays d'accueil, qui pèse particulièrement sur les expatriés payés en monnaie locale.
- La **dépréciation de certaines monnaies** vs euro, affectant le pouvoir d'achat des transferts vers la France.
- **L'impact de la guerre en Ukraine** sur les prix de l'énergie en Europe.

Frais bancaires et compte français : un sujet récurrent

La question "*Quelles difficultés rencontrez-vous avec votre compte bancaire français depuis l'étranger ?*" révèle des irritants structurels :

- **Frais bancaires excessifs** : 24,2 %.
- **Demande de justificatifs impossibles à fournir** : 18,4 %.
- **Difficultés à effectuer des virements internationaux** : 13,6 %.
- **Impossibilité d'ouvrir un compte en France** : 11,3 %.
- **Fermeture du compte par la banque** : 7,3 %.

Soit un cumul significatif d'expériences négatives, qui pèsent sur le sentiment d'« être bien traité par les institutions françaises ».

6.4 VIE ASSOCIATIVE ET REPRÉSENTATION POLITIQUE

Une vie associative en retrait, à reconquérir

La participation à la vie associative locale recule (de 28 % en 2019 à 15,2 % en 2026). Cette baisse de moitié sur 7 ans constitue un signal important. Les explications possibles :

- La **digitalisation** des échanges, qui rend moins essentielle l'adhésion à une association physique.
- La **fragmentation** des canaux : groupes Facebook, WhatsApp, Discord remplacent partiellement les associations classiques.
- Le **vieillissement** de certaines structures et la difficulté à mobiliser les jeunes générations.

Le baromètre apporte cependant une nuance majeure : **85,4 %** des répondants ne sont membres d'aucune association française locale, mais **87 %** votent. Le désengagement associatif n'est donc **pas** un désengagement civique.

Les attentes vis-à-vis des associations représentatives

La hiérarchie des attentes est claire :

Rang	Attente	% 2026	Lecture stratégique
1	Aide administrative	56,8 %	Demande d'accompagnement opérationnel
2	Assistance et solidarité en cas de difficulté	45,4 %	Filet de sécurité
3	Défense des droits civiques et sociaux	41,6 %	Plaidoyer institutionnel
4	Communication régulière (newsletter / réseaux)	24,3 %	Information continue
5	Lobbying auprès des pouvoirs publics	22,2 %	Influence politique
6	Organisation de rencontres communautaires	21,8 %	Lien social

Le repositionnement stratégique suggéré

→ L'aide administrative pèse 56,8 % des attentes - plus que la défense des droits, plus que le lobbying. Pour Français du Monde - ADFE, ce résultat suggère un repositionnement vers une **offre d'accompagnement opérationnel structurée** (guichet d'aide, foire aux questions par circonscription, hotline).

6.5 ÉDUCATION FRANÇAISE À L'ÉTRANGER : UN MODULE ÉDUCATIF RENFORCÉ

Une connaissance perfectible du réseau

L'enrichissement du bloc éducation en 2026 fait apparaître plusieurs constats inédits :

- **42,9 %** des répondants ne connaissent pas du tout le réseau d'enseignement français à l'étranger (AEFE, MLF, CNED, FLAM).
- **37,4 %** ne le connaissent que superficiellement.
- Soit **80,3 %** des répondants ayant au mieux une connaissance partielle. Cela inclut une part importante de répondants sans enfants concernés, mais aussi des familles concernées qui ne savent pas tout ce que l'État propose (notamment FLAM et CNED).

Trois revendications structurées

À la question sur les attentes (jusqu'à 3 attentes prioritaires), les trois premières attentes cumulent ≈ 94 % des citations :

- **Accessibilité aux études supérieures en France** (33,4 %) : la question de Parcoursup et de l'accueil des bacheliers français de l'étranger.
- **Stabilisation voire baisse des frais de scolarité** (33,4 %) : c'est la deuxième demande exprimée.
- **Maintien / augmentation des bourses scolaires** (27,6 %) : levier d'équité sociale.

À noter : **22,3 %** demandent une extension du dispositif **FLAM (Français Langue Maternelle)**, dispositif financé par l'AEFE et porté par des associations locales. C'est un fort levier de soutien au plurilinguisme dans les familles franco-étrangères.

Recommandations sur le volet éducation

- **Plaidoyer** structuré sur la stabilisation des frais AEFE, en s'appuyant sur les 7 495 répondants ayant exprimé cette demande prioritaire.
- **Communication ciblée** sur le réseau FLAM auprès des familles franco-étrangères (47,1 % de binationaux concernés).
- **Service d'accompagnement Parcoursup** dédié aux Français de l'étranger : webinaires, FAQ, parrainage par d'anciens étudiants.
- **Suivi annuel** d'un indicateur d'accessibilité financière de l'AEFE dans les prochains baromètres.

6.6 SERVICES CONSULAIRES : UNE SATISFACTION RÉELLE

Les services consulaires constituent l'un des bons résultats du baromètre 2026 :

- **59,6 %** des répondants jugent la qualité des services consulaires « bonne » ou « excellente ».
- **18,1 %** jugent la qualité « passable ».
- **11,7 %** la jugent « insuffisante » ou « très insuffisante ».
- **10,6 %** sont sans opinion ou n'y ont pas eu recours.

Ce résultat est à comparer aux remarques de 2024 et 2022 qui soulignaient déjà des « lacunes significatives » mais sans donnée chiffrée comparable. La satisfaction nette à 59,6 % constitue un **socle institutionnel robuste**.

Cependant, deux signaux d'alerte demeurent :

- La perception « passable » à 18,1 % reste élevée - un cinquième des répondants n'est ni satisfait, ni mécontent.
- Les répondants des circonscriptions 2 (Amérique Latine) et 10 (Moyen-Orient, Afrique anglophone) ont des taux d'insatisfaction supérieurs à la moyenne (à vérifier en analyse fine de circonscription).

6.7 SYNTHÈSE

Les six thématiques approfondies dessinent un tableau cohérent de la situation des Français établis hors de France en 2026.

La retraite demeure l'enjeu structurel n°1, avec un paradoxe central : c'est le domaine où l'information est la plus déficiente (42,6 % citent le manque d'accompagnement) alors même que c'est le seul sur lequel une préparation anticipée est possible.

La géopolitique s'est installée comme préoccupation permanente, mais la diaspora se montre pragmatique : elle ne demande pas plus de diplomatie, elle demande une meilleure qualité de service consulaire et administratif.

L'économie marque un palier structurellement plus élevé qu'avant 2020, avec une exclusion bancaire touchant près de trois quarts des expatriés concernés et des irritants fiscaux persistants.

La vie associative est en recul quantitatif (15,2 % de membres contre 28 % en 2019), mais les attentes vis-à-vis des associations représentatives sont claires et actionnables : l'aide administrative prime sur toute autre mission.

L'éducation cristallise une fracture entre familles inscrites dans le réseau AEF, qui réclament un gel des frais, et familles hors réseau, qui demandent un meilleur accès aux études supérieures en France : deux problèmes distincts exigeant deux réponses distinctes.

Les services consulaires constituent le seul domaine institutionnel à recueillir une satisfaction majoritaire (59,6 %), constituant un socle à préserver et à renforcer, notamment dans la Péninsule ibérique.

7.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

CONCLUSION

Le Baromètre 2026 dresse le portrait d'une diaspora française à la fois plus enracinée, plus diverse et plus exigeante qu'en 2019. Ses 25 688 répondants, répartis dans 11 circonscriptions législatives des Français établis hors de France couvrant l'ensemble du monde, forment un échantillon longitudinalement unique qui permet de distinguer ce qui relève de la conjoncture de ce qui appartient aux tendances de fond.

Trois ruptures structurelles ont marqué les sept ans de la série. La première est la géopolitisation des préoccupations : quasi-absente en 2019, la situation internationale est désormais la deuxième préoccupation de la diaspora, inscrite durablement dans son paysage mental. La deuxième rupture est l'économisation du vécu expatrié : le coût de la vie est passé d'un enjeu marginal ($\approx 12\%$ en 2019) à un sujet de masse ($30,6\%$ en 2026), alimenté par l'inflation post-Covid, les effets de change et la hausse des frais scolaires. La troisième rupture est l'émergence d'un débat structuré sur l'éducation française à l'étranger, passé de préoccupation diffuse à revendication précise et hiérarchisée (frais, accès au supérieur, bourses).

Deux tendances stables traversent l'ensemble de la période. La retraite reste l'enjeu n°1 à chacune des quatre vagues, reflet mécanique du vieillissement de la diaspora répondante ($63,9\%$ ont plus de 45 ans). La participation électorale reste très élevée (87% ont voté à au moins une élection), signalant un civisme qui ne se dément pas malgré une perception de la France dégradée : un paradoxe qui doit être lu comme une exigence, non comme une résignation.

L'indice de perception nette ($-15,3$ points en 2026) résume l'ambivalence fondamentale de la relation diaspora-France : une relation forte, identitairement chargée, civiquement engagée, mais institutionnellement déçue. La France bénéficie encore d'un capital de rayonnement culturel intact ($+27,5$ points de solde satisfaction), mais ce capital seul ne suffit plus à compenser les frustrations administratives, fiscales et bancaires accumulées.

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Les données du Baromètre 2026 permettent de formuler **cinq recommandations prioritaires**, ordonnées par impact potentiel et faisabilité à court terme.

Recommandation 1 - Créer un guichet numérique unique « Expatriés »

Le besoin n°1 de la diaspora n'est pas un droit supplémentaire, c'est un accès simplifié aux droits existants. Les démarches administratives en ligne (4,60/5) et un service consulaire réactif (4,54/5) dominent toutes les autres attentes de protection sociale. L'ADFE devrait plaider pour la création ou l'amélioration d'un portail unique intégrant retraite, fiscalité, état civil et accès consulaire, sur le modèle des guichets numériques des administrations scandinaves. À court terme, l'association peut elle-même créer un annuaire d'aide administrative par circonscription, répondant ainsi aux 57,1 % qui attendent cette aide en priorité.

Recommandation 2 - Lancer un plan d'information retraite ciblé 45-55 ans

Avec 51,9 % des répondants de 45 ans et plus n'ayant pas entamé leurs démarches retraite, et 42,6 % des initiateurs signalant un manque d'accompagnement, la lacune informationnelle est massive et précocement évitable. L'ADFE devrait déployer une campagne ciblée (webinaires par circonscription, guides pratiques par pays de résidence, partenariat avec le GIP Union Retraite) avant que les cohortes de 50-55 ans n'arrivent à la liquidation sans préparation. Le coût humain de l'inaction (déceptions sur les montants, non-reconnaissance des cotisations) est documenté par les données.

Recommandation 3 - Engager un plaidoyer structuré sur la stabilisation des frais AEFE

La demande de stabilisation ou de baisse des frais scolaires est la première attente éducative (33,4 %, ex-æquo avec l'accès au supérieur), portée par 7 481 répondants identifiés. Elle est particulièrement critique au Maghreb (54,3 % en C9), en Asie-Océanie (33,5 % en C11) et en Péninsule ibérique (37,3 % en C5). L'ADFE dispose d'une base empirique solide pour porter ce plaidoyer auprès de l'AEFE et des pouvoirs publics, en articulant l'argument économique (effet de sélection adverse) et l'argument politique (le réseau perd ses familles les plus attachées à la France).

Recommandation 4 - Repositionner l'ADFE comme association de services

85,4 % des Français à l'étranger ne sont membres d'aucune association française, mais 57,1 % attendent de l'aide administrative et 45,2 % de l'assistance en cas de difficulté. La valeur attendue est dans le service direct, pas dans le lobbying (22,3 %) ni dans l'accès aux élus (16,6 %). Ce repositionnement ne nécessite pas d'abandonner le plaidoyer institutionnel, mais de le

faire précéder par une offre de services tangibles qui crée l'adhésion et la confiance. Les nouvelles générations d'expatriés, moins inscrits dans les réseaux associatifs traditionnels, rejoindront une association qui leur rend un service mesurable avant de rejoindre une association qui les représente abstraitement.

Recommandation 5 - Prioriser les circonscriptions en rupture de confiance (C5, C6, C4)

La Péninsule ibérique (C5), la Suisse (C6) et le Benelux (C4) cumulent les indices de perception les plus négatifs, les taux de refus de retour les plus élevés et une vie associative particulièrement atone. Ces zones, à fort niveau de vie local, sont précisément celles où le standard de comparaison international rend les défaillances françaises les plus visibles. Un plan d'action spécifique (renforcement consulaire en C5, campagne de communication sur les droits en C6, partenariats avec les chambres consulaires en C4) permettrait d'engager une reconstruction de la relation sur des périmètres géographiques identifiés.

 **BAROMÈTRE**
FRANÇAIS DU MONDE



FRANÇAIS DU MONDE
ADFE

FRANÇAIS DU MONDE - ADFE

ASSOCIATION DÉMOCRATIQUE DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER



FRANCAIS-DU-MONDE.ORG